

Développement touristique local

L'exemple d'Ollantaytambo au Pérou



La place centrale d'Ollantaytambo, photo de l'auteur, 2007

Mémoire de licence présenté par :

Kevin Luthi

Sous la direction de :

M. Ronald Jaubert

Table des matières

I.	INTRODUCTION.....	3
II.	PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE.....	4
III.	CADRE THÉORIQUE.....	6
IV.	LE TOURISME AU PÉROU.....	12
a.	Données générales sur le pays.....	12
b.	Histoire du développement touristique au Pérou.....	14
c.	La répartition du tourisme dans le pays.....	17
d.	Conclusions.....	21
V.	OLLANTAYTAMBO : « CUIDAD INKA VIVIENTE ».....	22
a.	Localisation et présentation générale.....	22
b.	Histoire et organisation spatiale originelle.....	25
	Développement et caractéristiques du tourisme dans la région.....	31
c.	Impacts du développement de l'activité touristique.....	32
1.	Organisation spatiale et développement urbain.....	32
2.	Flux introduits par le tourisme.....	35
3.	Transformations socio-économiques.....	36
	Démographie et dynamique de la population.....	36
	Activités économiques.....	38
	Accès aux services de base et taux de pauvreté.....	42
	Habitations et structure de la propriété immobilière.....	44
4.	Impacts sur l'environnement et risques naturels.....	45
5.	Aspects culturels.....	46
6.	Conclusions.....	49
d.	Gouvernance et participation.....	51
1.	Acteurs du développement.....	51
2.	Conflits.....	53
	Le conflit entre les porteurs du <i>camino Inca</i> et les agences de voyage.....	53
	Le conflit pour la répartition des revenus du <i>boleto turístico del cusco</i>	54
	Le conflit sur l'opération de la ligne ferroviaire.....	55
	Le conflit sur la construction d'une route vers Machu Picchu.....	56
3.	Développement d'un processus participatif.....	58
4.	Conclusions.....	60
VII.	CONCLUSION.....	62
VIII.	BIBLIOGRAPHIE.....	64

I. Introduction

Le développement de l'activité touristique dans une localité d'un pays du sud provoque des changements importants dans la société, l'économie et la culture du lieu. Si un grand nombre de gouvernements ont perçu le tourisme comme un moyen important de stimuler la croissance économique, les modifications apportées sur l'environnement local ont souvent été analysées en termes négatifs. Brohman (1998) relève les problèmes les plus cités dans la littérature sur le tourisme comme étant : des taux élevés de propriété étrangère des infrastructures, la perte de contrôle sur les ressources locales, le rapatriement des bénéfices vers les pays du nord, un manque d'articulation avec les autres secteurs de l'économie, des effets multiplicateurs négligeables en dehors des enclaves touristiques, le renforcement des inégalités spatiales et sociales, des revenus fluctuants fortement de par des récessions mondiales ou la saisonnalité du tourisme, la destruction de l'environnement, l'aliénation de la culture locale, la croissance de phénomènes tel que le crime et la prostitution.¹ Ces effets négatifs ne sont bien sur pas présents partout et en même temps mais ils nous informent sur les possibles conséquences du développement de l'activité touristique. Une solution pour éviter bon nombre de ces effets, selon par exemple Brohman, Mowforth et Munt ou Tossun, est contenue dans le concept de participation locale. Tossun nous dit que « les pays en développement pourraient éviter beaucoup des problèmes qui ont caractérisé le tourisme...en incluant divers groupes sociaux des secteurs populaires des communautés locales dans les processus de décision »². Ce travail tente de contribuer à ce débat en analysant des données récoltées pour la petite ville d'Ollantaytambo, dans le département de Cusco au Pérou. L'analyse portera autant sur les impacts socio-économiques et environnementaux identifiables que sur les modalités des processus de décision au niveau local. Le but étant de dresser un tableau des effets positifs et négatifs du tourisme sur cette ville qui se vend elle-même comme une cité Inca vivante et d'analyser la marge de manœuvre de la population et des autorités locales.

Après avoir défini plus en détail une problématique et des hypothèses de travail, il sera utile d'exposer quelques termes et concepts clés qui constitueront le cadre théorique de ce document. La présentation de l'histoire et des caractéristiques du tourisme au niveau du Pérou poseront ensuite le cadre général dans lequel s'insère l'analyse des effets du tourisme au niveau local. Ceux-ci seront traités en plusieurs sous-chapitres incluant l'organisation spatiale, les flux de personnes, les transformations socio-économiques, les impacts environnementaux et les aspects culturels. Finalement les modalités de la gouvernance et la participation des acteurs locaux seront analysés.

¹ Brohman, 1998, p.53-54

² Tossun, 1999, p.613, traduit par l'auteur

II. Problématique et méthodologie

Le tourisme est devenu la première industrie mondiale. De par leur avantage comparatif en la matière (paysages vierges, main d'œuvre bon marché), les pays du sud sont encouragés à développer leur secteur touristique, comme un secteur d'exportation, dans une stratégie de croissance basé sur le commerce extérieur, qui est encouragée par les institutions financières internationales sous sa forme néolibérale depuis les années 80.

Porté par les institutions de l'Organisation des Nations Unies depuis les années 70, le paradigme du développement durable a fait son entrée dans les théories développementalistes en affirmant qu'il est possible de limiter les effets négatifs du développement capitaliste. Ce paradigme a vite gagné le domaine du tourisme et il est aujourd'hui impossible de parler de développement touristique sans parler de tourisme durable. Dans cette optique, des stratégies ont été mises au point pour améliorer la durabilité de l'activité touristique au niveau local. Ils se focalisent en grande partie sur la participation locale dans la planification touristique pour éviter les effets négatifs trop souvent associées à cette activité : dégradation de l'environnement, répartition inégale des revenus, développement spatial désordonné ou encore perte d'identité et aliénation de la culture locale.

Ollantaytambo se trouve sur le parcours de Cusco à Machu Picchu, qui sont les deux attraits touristiques les plus visités du Pérou. Disposant d'attractions importantes : ruines de l'époque Inca, architecture conservée, culture vivante, paysages naturels d'une grande beauté ; la ville reçoit plus de 800'000 visiteurs par an dont plus de 30'000 restent plus d'une journée. Ce constat appelle plusieurs questions. Quels ont été les effets du développement du tourisme dans la zone ces 15 dernières années ? Comment l'organisation spatiale a-t-elle été modifiée ? Quelle est l'ampleur des transformations socio-économiques ? Quels impacts a eu le tourisme sur l'environnement naturel et culturel ?

De plus, sur l'impulsion de la municipalité, des ONG et associations locales, un plan de développement a été élaboré en 2006, qui se base sur un processus participatif. Comment se processus a-t-il émergé et s'est-il consolidé ? Est-ce que l'état ou les entreprises privées y ont participé ? Quel constat ou événement est à la base du processus ? Est-il soutenu financièrement ? Quel est le degré de participation réelle dans la ville et les communautés ? Quel est le pouvoir réel de la municipalité pour exécuter les projets définis ?

Pour guider le travail, nous formulerons les hypothèses suivantes :

-Au niveau national, l'activité touristique est planifiée de manière centralisée et ses objectifs sont avant tout macroéconomiques

-Au niveau local, une structure inégalitaire du pouvoir de décision et de la répartition des bénéfices de l'activité touristique peut être décelée, créant des problèmes qui mènent à une gestion non durable de l'activité touristique et une structure spatiale polarisée.

-Au Pérou, la participation locale connaît des limites structurelles, opérationnelles et culturelles comme définies par Tossun (voir cadre théorique) et n'est pas soutenue par l'état et les grandes entreprises privées car elle peut être contraire à leurs intérêts.

-Une mobilisation des habitants et communautés locales peut soulever des conflits avec l'état et les grandes entreprises.

La méthodologie utilisée pour ce travail mélange divers éléments. La lecture d'ouvrages généraux et d'articles de périodiques sur le tourisme et le développement a permis une familiarisation avec les débats relatifs au développement local de l'activité touristique dans les pays du sud. Un séjour de trois semaines à Ollantaytambo et un mois à Cusco en janvier et février 2007 ont permis d'apprécier les changements intervenus et de mener des entretiens avec des membres de la population locale. Ces entretiens n'ayant pas été formels ni rigoureusement retranscrits, ils ont été utilisés avant tout comme des pistes pour élaborer des hypothèses. Pour soutenir celles-ci, des statistiques générales provenant des recensements ainsi que des statistiques sur l'activité touristiques ont été utiles, de même que des ouvrages plus précis concernant la zone d'étude et des articles de journaux locaux ou nationaux. Deux images aériennes ont également été utilisées pour illustrer les modifications spatiales intervenues dans la localité étudiée. Tout ces documents, dont un certain nombre n'ont pas été publiés, ont été récoltés sur place ou par l'intermédiaire de l'outil internet.

La démarche du travail a donc été inductive, c'est après l'observation des situations et l'analyse des documents et des statistiques qu'une correspondance avec des considérations plus théoriques fut établie. Par souci de clarté, les éléments théoriques utilisés pour l'analyse de la situation seront toutefois introduits en premier dans ce document.

III. Cadre théorique

Plusieurs termes et concepts utilisés dans le présent travail méritent d'être clarifiés.

Tourisme, touristes

Le concept de tourisme se réfère aux migrations temporaires de personnes d'un lieu géographique à un autre pour y effectuer des activités de loisirs ou de commerce et aux transactions économiques qui accompagnent ce mouvement.³ Comme il n'est pas utile pour le propos de ce travail d'entrer dans le débat sur la définition exacte du tourisme⁴, nous reproduisons ici la définition donnée par l'Organisation Mondiale du Tourisme et basée sur la notion de touriste :

Le touriste est une personne qui voyage vers et reste dans un lieu en dehors de son environnement usuel pour au moins une nuit mais moins d'une année et dont la motivation principale du voyage n'est pas rémunérée à l'intérieur du lieu visité. Le tourisme est défini comme l'ensemble des activités effectuées par le touriste. Le tourisme domestique se réfère au mouvement des résidents à l'intérieur des frontières nationales, alors que le tourisme international implique le déplacement en dehors de celles-ci.

Implicitement, cette définition met en évidence que le tourisme regroupe plusieurs types d'acteurs et d'activités. Ils incluent tout d'abord les activités économiques qui visent à produire et à vendre des voyages et produits touristiques, mais également les groupes sociaux, avec leurs caractéristiques culturelles et physiques qui servent d'attraction touristique, et finalement des institutions, étatiques ou non, qui régulent les comportements commerciaux et les externalités sociales associées à cette activité.⁵ Dans notre cas, l'attention se portera sur les activités économiques, groupes sociaux et institutions au niveau local. Ceux-ci sont toutefois influencés par les acteurs nationaux et internationaux.

Une distinction intéressante peut encore être faite entre les touristes qui achètent un produit touristique complet, incluant le transport, l'hébergement, l'alimentation et les activités de loisirs auprès d'une agence de voyage de leur pays d'origine et ceux qui se contentent d'acheter leur titre de transport pour la destination choisie. Ces derniers seront appelés des touristes libres.

³ Cornelissen, 2005, p. 4

⁴ Voir Cornelissen, 2005, p.4-7

⁵ Britton, 1991, p.455

Pays du Sud

Le terme de pays du Sud sera utilisé dans ce travail pour se référer au concept géopolitique qui divise les nations en plusieurs types. Il est préféré aux termes de pays sous-développés, pays en développement, qui impliquent une linéarité dans le concept de développement et à celui de tiers-monde, qui fait référence à une situation géopolitique dépassée depuis la chute du mur de Berlin. Le terme Sud ne fait pas ici référence à une orientation proprement géographique mais plutôt à une opposition avec d'autres pays, généralement nommés du Nord, qui indique leur place dans la conceptualisation du monde actuel.

Développement durable et tourisme

Le discours sur le développement est né selon Sachs le 20 janvier 1949 lors du discours du président américain Truman.⁶ Ce jour là, “deux milliard de pauvres ont été découverts et sont devenus sous-développés”⁷ C'est donc le début de l'âge du développement et des différents paradigmes qui se sont succédés à l'intérieur de cette pensée. La théorie de la modernisation fut la première à être utilisée pour décrire ce que Rostow a appelé les étapes de la croissance, c'est à dire des stages par lesquels toutes les sociétés doivent passer pour évoluer d'une société traditionnelle à une société moderne. Le développement impliquait donc a ses débuts une transformation linéaire basée sur des modifications avant tout économiques. Celles-ci consistent principalement en la promotion des exportations de produits pour lesquels le pays a un avantage comparatif. Dans les pays du Sud, ces produits sont avant tout des matières premières non transformées.

Cette approche sera critiquée dans les années 60, par un nouveau courant, basé en Amérique latine et théorisé par la Commission Economique pour l'Amérique Latine des nations unies. Ce paradigme, connu sous le nom de “théorie de la dépendance”, argumente que l'évolution des prix des matières premières sur le marché mondial ne peut être qu'en défaveur des pays du sud et ne peut conduire au développement. Il préconise plutôt un développement par substitution d'importation, c'est à dire basé sur de grands investissements de l'état pour soutenir l'émergence d'industries nationales qui produisent localement les produits importés, afin de développer un marché domestique. Toutefois, avec l'échec, dans les années 80, de ce modèle, dans les pays où il a été adopté, le paradigme basé sur une croissance par le commerce extérieur redeviendra prépondérant, sous sa forme néolibérale. Avec de plus un interventionnisme croissant des institutions financières internationales après la crise de la dette, les nouvelles stratégies de développement adoptées parfois sous pression par les pays du sud seront basées sur le libre marché et une réduction drastique du rôle de l'état. Le tourisme a dès lors été vu comme un facteur de développement pour les pays du sud⁸ et ses bienfaits potentiels ont été théorisés. Il s'apparente en effet à un secteur d'exportation puisque il fait entrer des devises dans le pays. Selon les théoriciens, le tourisme contribue tout d'abord à une diversification économique et évite par là une trop grande dépendance sur un produit

⁶ Cité dans Mowforth et Munt, 1998, p. 31

⁷ Mowforth et Munt, 1998, p.31, traduit par l'auteur

⁸ Mowforth et Munt, 1998, p.30

d'exportation central.⁹ De plus les pays du sud ont des avantages comparatifs pour développer cette activité: climat chaud, plages, montagnes, nature vierge, sites historiques. En plus de l'apport de devises, le tourisme aurait un effet multiplicateur sur l'économie locale, puisque les visiteurs utilisent toute sorte de services à l'intérieur de la société, on éviterait ainsi de trop fortes inégalités. Toutefois, des problèmes liés au développement touristiques ont vite été décrits dans la littérature, comme mentionné en introduction. Les programmes développés sous le paradigme néolibéral vont amener des tensions sociales croissantes car ils rendent souvent la vie plus difficile pour les populations pauvres du sud. Dans les années 90, va se consolider le paradigme du développement durable, toujours en vigueur actuellement. Il est basé sur le constat que le développement peut avoir des effets pervers, comme la détérioration de l'environnement, l'exploitation abusive des ressources naturelles ou l'aggravation des inégalités sociales. La Commission des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, qui a popularisé le concept, définit le développement durable comme "un développement qui répond aux besoins des générations présentes, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs".¹⁰ Si la définition est vague, le concept a été développé pour intégrer plusieurs critères, à savoir, la durabilité économique, environnementale, sociale et culturelle.

Sous l'influence du paradigme du développement durable, des nouveaux principes ont été définis pour évaluer l'impact de l'activité touristique sur les lieux récepteurs. De nouvelles formes de tourisme sont également apparues dans cette optique, comme l'écotourisme, de tourisme durable, le tourisme éthique, le tourisme alternatif etc. Toutes ces nouvelles approches mettent l'accent sur des éléments particuliers afin de rendre l'activité touristique durable. Toutefois, ces nouvelles formes de tourisme sont encore minoritaires et il est difficile de développer une définition précise de ce qu'est un tourisme durable, le concept pouvant être défini de nombreuses manières selon le point de vue de son auteur.¹¹ Comme le dit Hettne, "il ne peut y avoir de définition fixée et finale de ce qu'est le développement, seulement des suggestions sur ce que le développement implique dans des contextes particuliers".¹² Après avoir étudié plusieurs définitions du développement, Tosun nous donne quelques pistes utiles sur ce qu'implique le concept¹³:

- Améliorer la couverture des besoins de base des populations pauvres
- Faire un effort pour augmenter le bien-être socio-économique d'une société
- Réduire les inégalités et éradiquer la pauvreté extrême
- Aider les gens à se libérer de conditions matérielles aliénantes et de la servitude à l'égard de la nature, de l'ignorance, des autres personnes, de la misère, des institutions et des croyances dogmatiques
- Accélérer la croissance économique, sans que ce soit une condition suffisante

⁹ Brohman, 1996, p.51

¹⁰ Cité dans Tosun, 1998, p. 596, traduit par l'auteur

¹¹ Mowforth et Munt, 1998, p.97

¹² Cité dans Tosun, 1996, p.596

¹³ Tosun, 1996, p.596, traduits par l'auteur

Dans le contexte du tourisme, une approche proposée par certains auteurs est plutôt de définir des critères de durabilité par lesquels on pourrait évaluer l'activité en question et ses effets. Les principaux identifiés par Mowforth et Munt sont¹⁴:

- Durabilité écologique
Implique la minimisation des impacts négatifs de l'activité touristique sur l'environnement naturel
- Durabilité sociale
Ce concept se réfère à l'habilité d'une communauté à absorber des visiteurs en continuant à fonctionner sans disharmonie ou en s'adaptant pour réduire celle-ci. Il s'agit donc de minimiser les inégalités sociales créées ou exacerbées par le tourisme
- Durabilité culturelle
Décrit la capacité de la culture à maintenir les éléments qui font son identité
- Durabilité économique
Concerne la rentabilité de l'activité, à savoir si elle permet de rémunérer proprement les membres de la communauté. Toutefois ce critère ne doit pas prévaloir sur les autres, il ne peut pas compenser les autres effets
- Participation locale
Mesure le degré auquel la population et les autorités locales sont impliqués et ont un contrôle sur le développement touristique

Ces principes ne doivent pas être entendus comme des propositions binaires, car dans ce cas, aucun développement touristique ne pourrait être considéré comme durable. Il s'agit plutôt d'un continuum pour évaluer l'impact du développement touristique local. Les principes ne peuvent pas donner non plus une définition de ce que devrait être le développement, ce terme étant de toute manière relatif.

Participation locale

Finalement, le point principal mis en évidence par les quatre auteurs cités (Mowforth et Munt, Tosun, Brohman) concerne la participation locale dans les processus de décision et la structure économique. Brohman nous dit que « Si des mesures ne sont pas prises pour augmenter la participation économique locale, la probabilité d'une domination du secteur touristique des pays du Tiers-monde par des capitaux transnationaux de la métropole est grande ».¹⁵ De plus « les pays en développement pourraient éviter beaucoup des problèmes qui ont caractérisé le tourisme...en incluant divers groupes sociaux des

¹⁴ Mowforth et Munt, 1998, p. 97-105

¹⁵ Brohman, 1998, p.54, traduit par l'auteur

secteurs populaires des communautés locales dans les processus de décision ». ¹⁶ Toutefois, le concept de participation locale a été élaboré dans les pays du nord, et il est plus facilement défendu depuis une position de pouvoir que sur le terrain. Il suppose une idéologie sous-jacente qui reflète des croyances sur comment la société devrait être organisée. ¹⁷ Beaucoup de questions sont laissées en suspens : qui est la communauté locale ? Qui doit commencer le processus ? La participation va-t-elle contribuer à une meilleure répartition des revenus et une plus grande satisfaction des touristes ? Qui décide du niveau de participation ? Une telle approche est-elle réalisable en termes politiques et financiers ? A ce propos, Tosun a identifié quelques limites à cette approche, dans le contexte des pays du Sud, qu'il est intéressant de rappeler ici ¹⁸:

- Limites au niveau opérationnel
 - Centralisation de l'administration
 - Manque de coordination entre les institutions publiques
 - Pas de circulation de l'information au niveau local

- Limites au niveau structurel
 - Attitudes des professionnels du secteur qui pensent mieux connaître les problèmes
 - Manque d'experts
 - Domination des élites
 - Système légal non adapté à un tel processus
 - Coût élevé d'un processus participatif
 - Manque de ressources financières

- Limitations au niveau culturel
 - Capacités limitées de mobilisation des populations pauvres
 - Apathie et faible niveau de conscience des communautés locales

De plus, si la participation locale est un concept facile à promouvoir et qu'il est devenu un concept central dans la rhétorique de la plupart des ONG internationales et institutions multilatérales (comme la Banque mondiale) ¹⁹, dans la pratique il existe plusieurs degrés de participation qui peuvent être choisis en fonction des objectifs de l'institution qui réalise un projet. Pretty propose à ce sujet une typologie des niveaux de participation qui sera utile pour l'évaluation de notre cas: ²⁰

- Participation passive
La population participe en étant informée de ce qui a déjà été décidé

¹⁶ Tossun, 1999, p.613

¹⁷ Midgley, 1986, cite dans Tosun, 1999, p.614

¹⁸ Pour une description détaillée des limites, voir Tosun, 1999

¹⁹ Mowforth et Munt, 1998, p. 212

²⁰ Pretty, 1999, cité dans Mowforth et Munt, 1998

- Participation par consultation
La population est consultée ou doit répondre à des questions sans que son avis doive être pris en compte par les professionnels ou qu'elle aie un pouvoir sur la prise de décision
- Participation achetée
La population participe en échange de nourriture ou de bien matériels
- Participation fonctionnelle
Processus participatif vu par des agences externes pour atteindre des objectifs précis, comme réduire les coûts. La population forme des groupes pour atteindre des objectifs prédéterminés
- Participation interactive
La population participe à l'analyse et au développement de plans d'action et à la formation ou au renforcement de groupes ou d'institutions locales.
- Auto-mobilisation
La population prend des initiatives indépendamment d'institutions externes pour changer le système. Elle développe des contacts avec des institutions pour les ressources et l'expertise technique dont elle a besoin mais maintien le contrôle sur l'utilisation de ces ressources

Les principes et concepts exposés ici nous servirions donc de guide pour évaluer les impacts du développement touristique local à Ollantaytambo, nous nous y référerons tout au long du travail.

IV. Le tourisme au Pérou

a. Données générales sur le pays

Le Pérou, troisième plus grand pays d'Amérique du sud, se situe sur la côte Ouest de ce continent, au bord de l'océan pacifique. Il possède des frontières avec cinq pays : Equateur, Colombie, Brésil, Bolivie et Chili.

Il est composé de trois zones géographiques principales. Un désert de roches et de sables s'étend le long du littoral, désert de brume engendré principalement par le courant froid de Humboldt qui remonte l'océan du Sud au Nord. La cordillère des Andes, qui traverse le pays du Nord au Sud, offre un climat plus tempéré ou froid et bloque l'humidité venue de l'atlantique. Le versant Est des andes, présente, lui, une végétation de forêt tropicale humide et fait partie du bassin de l'amazone. Ces trois zones sont appelées, respectivement *Costa*, *Sierra* et *Selva* et couvrent 13%, 31% et 58% de la surface totale.



Carte 1 : Les trois principales régions naturelles
Source : Escobal et Torero, 2000

La superficie du pays représente 1 285 215 km² pour une population totale de 27 946 775 en 2005. La densité de la population varie énormément, avec des espaces très peuplés et d'autres presque vides. Le 53% de la population vit sur la côte (13% du territoire), 37.1% dans la sierra (31%) et seulement 9.9% dans la selva (58%).

Les langues officielles sont l'Espagnol, parlé par la majorité de la population et le quechua, langue des indigènes de la sierra. Les indigènes représentent 45% de la

population, les métisses 37%, les blancs 15% et les 3% restant sont composés de noirs, asiatiques et autres.

Le taux de croissance démographique a atteint 2.1 entre 1975 et 2002, et de par un fort exode rural depuis les années 1950, 73.5% de la population vit aujourd'hui en zone urbaine. La capitale, Lima, très fortement macrocéphalique, abrite à elle seule près de 30% de la population du pays. Elle est douze fois plus importante en population que la seconde ville du pays, Arequipa. Les autres grandes villes du pays sont Cusco, Trujillo et Chiclayo.

La République du Pérou est constituée de 24 départements et d'une province constitutionnelle (Callao), qui englobe le principal port. Chaque département est divisé en plusieurs provinces, divisées elles-mêmes en districts.



Carte 2: Les départements du Pérou
Source: www.mapasPeru.com

b. Histoire du développement touristique au Pérou

Jusqu'au années 60, le tourisme au Pérou était un secteur peu développé. Il était toutefois promu par le *Touring y Automovil club del Peru*, qui avait tenu un stand à l'Exposition Universelle de Londres en 1930 et crée une école pour guides en 1940. Durant cette période, l'état ne s'est que peu intéressé à ce secteur et son rôle s'est limité à légitimiser cette organisation comme l'autorité en la matière²¹.

A partir des années 60, le rôle de l'état dans l'économie péruvienne va profondément se modifier, et devenir plus interventionniste. Sous l'influence notamment de la théorie de la dépendance, le Pérou va adopter un modèle d'industrialisation par substitution d'importations. Dans le secteur du tourisme, cela va mener à la création en 1963 de la *Corporacion del turismo del Peru*, (COTURPERU) qui va appliquer à ce domaine les mêmes stratégies que celles mises en place dans le reste de l'économie. Cette organisation va prendre en charge les hôtels d'état et leur gestion et en faire construire 15 autres. Elle crée également un centre de formation pour doter le pays de professionnels du secteur.

Après la révolution des forces armées en 1968, COTURPERU va être transférée sous la direction du Ministère de l'industrie et du commerce. Le nouveau paradigme étatique d'intervention de l'état dans l'économie va se traduire par plusieurs actions pour développer le tourisme, qui dévient un secteur important pour le nouveau gouvernement. Il définit tout d'abord des zones touristiques prioritaires pour la construction des infrastructures nécessaires. Le principal projet sera le plan COPESCO, fondé en 1965 avec l'aide de l'UNESCO pour développer la zone touristique Cusco-Puno et restaurer les ruines Inca de la région, dont la plus connue est Machu Picchu. L'état, avec une participation de la banque interaméricaine de développement, investit plus de 100 millions de dollars pour construire des routes, aéroports, réseaux d'énergie et aménager des sites touristiques. Un organisme de promotion du tourisme à l'étranger est également créé en 1977, et des mesures sont prises pour attirer les investissements privés. Ces efforts vont se montrer payants puisque entre 1970 et 1979, les revenus de secteur passent de 44 à 201.6 millions de dollars et le nombre d'hôtels croît de 43% entre 75 et 80.²² Quand au nombre d'arrivées de touristes internationaux, il passe de 133 546 en 1970 à 372 790 en 1980, ce qui représente une croissance de 179% sur la décennie²³. L'état commence également à s'intéresser au tourisme national en élaborant en 1980 le plan Tumbes, pour développer la zone côtière plus chaude du nord du pays.

Mais à partir des années 80, les choses se compliquent. La crise de la dette qui éclot au Mexique touche de plein fouet l'état péruvien, qui finançait ses projets en grande partie par des emprunts internationaux. Le modèle de développement adopté va s'effondrer dans les années 80 et entrainer l'économie péruvienne vers un désastre national. Le gouvernement de gauche élu en 1985 va réduire le paiement de la dette au minimum pour relancer l'économie, mais après une année de croissance, tous les secteurs vont être affectés par la crise. La croissance économique passe de 9.2% en 1986 à -11.5% en

²¹ Desforges, 2000, p.178

²² Desforges, 2000, p.183

²³ Talavera Rospigliosi, 2003, p.12

1989, les salaires réels tombent à 38.7% de leur valeur de 1980 et on estime que le taux de personnes sans emploi ou sous-employées se monte à 87% en 1990.²⁴ L'inflation et la pauvreté atteignent des sommets. On assiste même à une épidémie de choléra dans la capitale en 1988, qui met en évidence le dénuement des populations pauvres. Un des effets de la crise sera le développement de mouvements de guérilla dont le principal est le *Sendero Luminoso*, basé dans la région d'Ayacucho. Son rapide développement conduit à une guerre civile qui fera 18000 morts et placera 60% du territoire en état d'urgence. Dès le début des années 80, ces actions terroristes et de sabotage seront largement diffusées dans les médias internationaux, ce qui contribuera à dégrader l'image et la crédibilité du pays à l'étranger. Le résultat sera une diminution drastique des arrivées de touristes internationaux. L'aéroport de Lima sera placé sur la liste des aéroports déconseillés par les USA et le pays disparaîtra des destinations touristiques des grands voyageurs²⁵. Le nombre d'arrivées internationales connaît une chute estimée à -1.61% par année pour se situer en 1990 à 317000.²⁶ Au début des années 90, le secteur touristique n'est donc qu'un secteur de plus qui s'est complètement effondré du fait de la crise économique et de la violence politique en cours dans le pays.

L'élection en 1990 d'Alberto Fujimori comme président va mener à un changement total de politique économique de l'état. Une semaine après son élection, il déclenche un choc économique inspiré de techniques néolibérales pour contrôler l'inflation, et recommencer le paiement de la dette. Ces mesures consistent en des ajustements de prix, l'élimination de subsides et de taxes douanières. Si ces mesures vont, du jour au lendemain, faire augmenter les prix des denrées de base de manière exponentielle (3140% pour le pétrole, 1567% pour le pain, 533% pour le riz) et affecter encore plus la population appauvrie, elles auront un certain succès au niveau macro-économique puisque l'inflation est maîtrisée. Les arrivées de touristes continuent toutefois de chuter pour atteindre leur niveau le plus bas en 1992 de 216 534, c'est-à-dire comparable au chiffre de 1973²⁷. Mais la capture cette même année du chef du *Sendero Luminoso* et la victoire de l'armée sur le mouvement donne une légitimité à Fujimori pour continuer ses politiques néolibérales, et amène la perspective d'une amélioration. L'économie est relancée avec un taux de croissance atteignant 12.9% en 1994. Dans le secteur touristique, comme dans tous les autres secteurs, les limites entre le privé et le public sont donc drastiquement modifiées en faveur du privé. Les hôtels d'état sont vendus un par un. Le personnel étatique est réduit au minimum, ainsi l'organisme d'état chargé du tourisme, renommé *Dirección nacional de turismo*, passe de 270 à 16 employés. De plus, son budget est réduit à zéro et il doit lui-même prouver son utilité afin d'obtenir de nouveaux financements. Le centre de formation est quant à lui maintenu, mais transformé en une école privée payante. Le nouveau directeur du tourisme, dans une interview de 1995²⁸, propose même de privatiser la gestion des parcs nationaux, dont Machu Picchu. Tous les subsides au secteur sont supprimés et l'état tente de favoriser les investissements privés. Le rôle de l'état se limite dès lors à promouvoir le pays comme destination touristique au niveau international, a

²⁴ Desforges, 2000, p.184

²⁵ Talavera Rospigliosi, 2003, p.61

²⁶ Talavera Rospigliosi, 2003, p. 59

²⁷ Talavera Rospigliosi, 2003, p.298

²⁸ Cité dans Desforges, 2000, p.186

travers son agence renommée *PromPeru*. Cette agence réalisera aussi une campagne nationale en 1995 destinée à sensibiliser la population aux bienfaits du tourisme et donc favoriser une attitude positive envers les visiteurs. Le calme relatif étant revenu dans le pays, le nombre de touristes internationaux commence à croître à nouveau à des taux impressionnants : 42% entre 1993 et 1994.²⁹ Il atteint dès 1995 les niveaux les plus élevés de l'histoire du pays. De plus, la politique de l'état pour attirer les captifs étrangers semble fonctionner puisque en 1995 on assiste à un investissement de 200 millions de dollars dans le secteur de l'hôtellerie. Le Pérou redevient une destination touristique en vogue et des grandes chaînes internationales commencent des activités à Lima et Cusco. Il profite en partie de la croissance de la demande dans le domaine de l'écotourisme et du tourisme d'aventure.

L'état prend ainsi conscience de l'importance stratégique du secteur touristique pour le développement du pays et en 1999, il demande à des consultants japonais d'élaborer un *Plan Maestro* du tourisme dans le pays, dont les principales conclusions seront la nécessité de créer des zones touristiques pour obtenir une distribution spatiale moins concentrée du tourisme. Il met en évidence également le besoin d'élaborer des plans de développement régional intégrant le tourisme parmi d'autres éléments.³⁰ En effet, le modèle adopté, s'il a su attirer un nombre croissant de touristes, peut également poser des problèmes à plus long terme. En réduisant le rôle de l'état, le modèle de développement touristique du pays se limite à une adaptation de la destination à la demande du marché.³¹ Ce modèle crée en fait des enclaves touristiques centrées sur un élément particulier. Dans un pays qui présente de graves inégalités spatiales, notamment au niveau de tourisme (voir O'Hare et Barrett, 1999), un tel modèle ne peut que renforcer les disparités. De plus, l'afflux croissant de visiteurs crée à terme des impacts environnementaux négatifs. Il est peu probable que ce soit le secteur privé qui décide de lui-même de s'attaquer aux problèmes spatiaux et environnementaux de son activité, et un service étatique réduit au minimum n'a pas les capacités de le faire. Le tourisme au Pérou reste le plus souvent basé sur un attrait historico-culturel autour duquel se développent les infrastructures, plutôt que sur une mise en valeur des nombreuses attractions potentielles.

En 2000, le président Fujimori, est démis de ses fonctions et doit fuir le pays suite à une histoire de corruption. Il est remplacé en 2002 par Alejandro Toledo, originaire des Andes mais ayant fait ses études d'économie à Harvard. Ce dernier ne fera que maintenir les politiques économiques de son prédécesseur. Un changement notable toutefois et la création de gouvernements régionaux, dans une optique de décentralisation, qui introduisent un nouvel échelon étatique pour la planification du tourisme. L'économie du pays continue de croître, mais les investissements de l'état sont toujours limités à la promotion extérieure de destinations choisies.

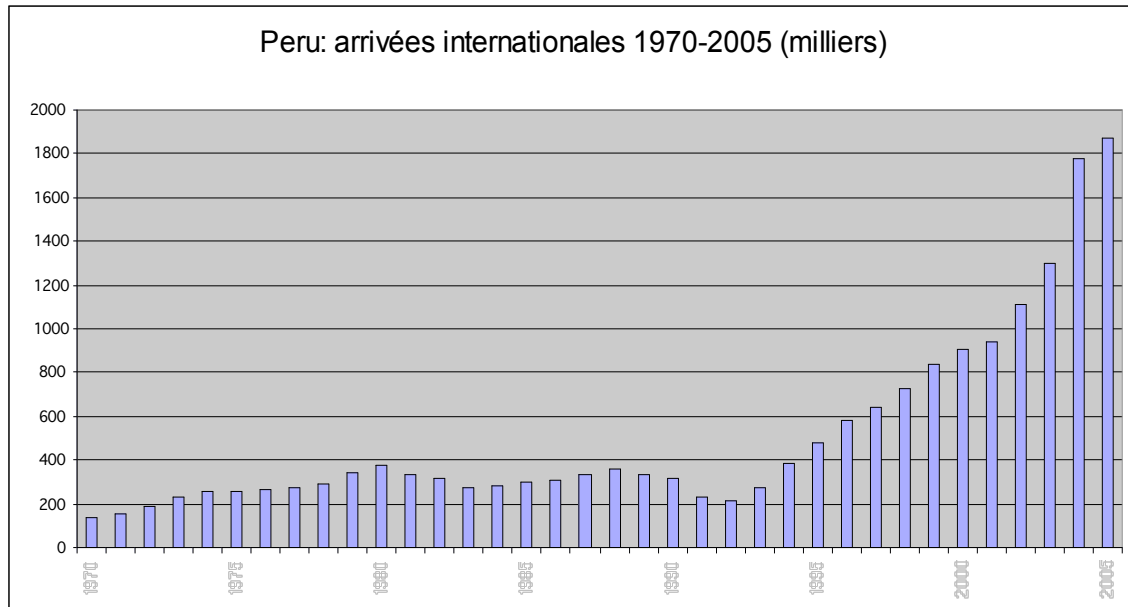
En 2006, Alan Garcia est élu président, le même qui avait gouverné le pays entre 1985 et 1990. Toutefois, son programme ne ressemble plus du tout à celui qui l'avait mené au pouvoir à cette époque et on peut douter que de grands changements interviendront dans la politique touristique de l'état. Il semble que le gouvernement continue de miser sur les sites existants, comme le montre la campagne pour soutenir la candidature de Machu

²⁹ Talavera Rospigliosi, 2003, p.226

³⁰ Ascencion Ugarte, 2005,p.105

³¹ Ascencion Ugarte, 2005,p.107

Picchu à l'élection des sept nouvelles merveilles du monde, lancée par le président lui-même. Cette campagne a d'ailleurs été un succès puisque ce site a bel et bien été retenu le 7 juillet 2007, et continue plus que jamais à être l'icône du tourisme au Pérou.

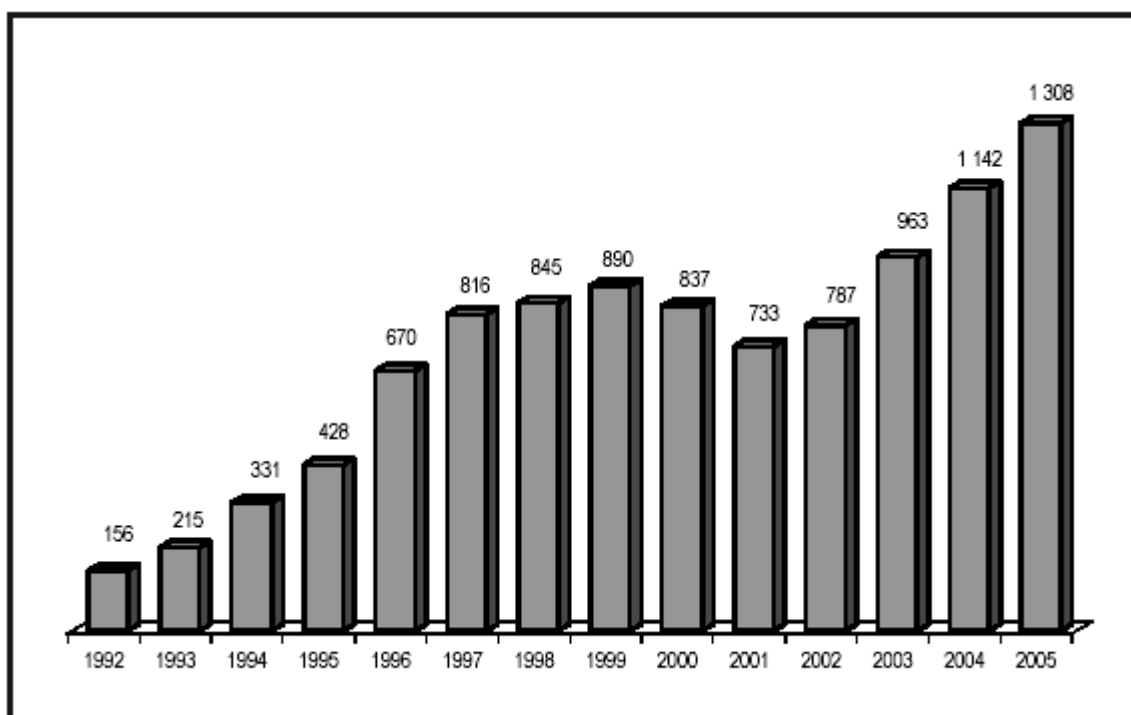


Graphique 1 : Arrivées internationales 1970-2005. Sources : Talavera (2003) et INEI (2006)

c. *La répartition du tourisme dans le pays*

L'histoire du développement touristique au Pérou et les politiques adoptées par l'état ont débouché sur une répartition très inégale des flux touristiques dans le pays. Le secteur touristique emploie environ 4 % de la population active du pays³², mais ce taux varie beaucoup selon les départements. On note également des distributions différentes des visiteurs nationaux et internationaux. Au niveau du tourisme international, le Pérou a vu en 2005 l'entrée de 1'875'469 visiteurs. Le principal marché concerne l'Amérique du sud, avec 68% des arrivées, suivi de l'Amérique du nord, 20%, et l'Europe, 9%. Au niveau des arrivées dans les établissements d'hébergement, les touristes nationaux sont clairement majoritaires, avec 12'881'536 contre 2'588'632. Les revenus de l'activité touristiques se montent à 3% du PIB du pays. Les entrées de devises provenant du tourisme international ont explosé depuis 1991, malgré une légère baisse entre 1999 et 2001, due probablement à la récession mondiale mais également à la crise institutionnelle créée par le départ du président Fujimori. Il est donc clair que le secteur touristique est important pour l'économie nationale.

³² O'Hare, Barrett, 1999, p.50

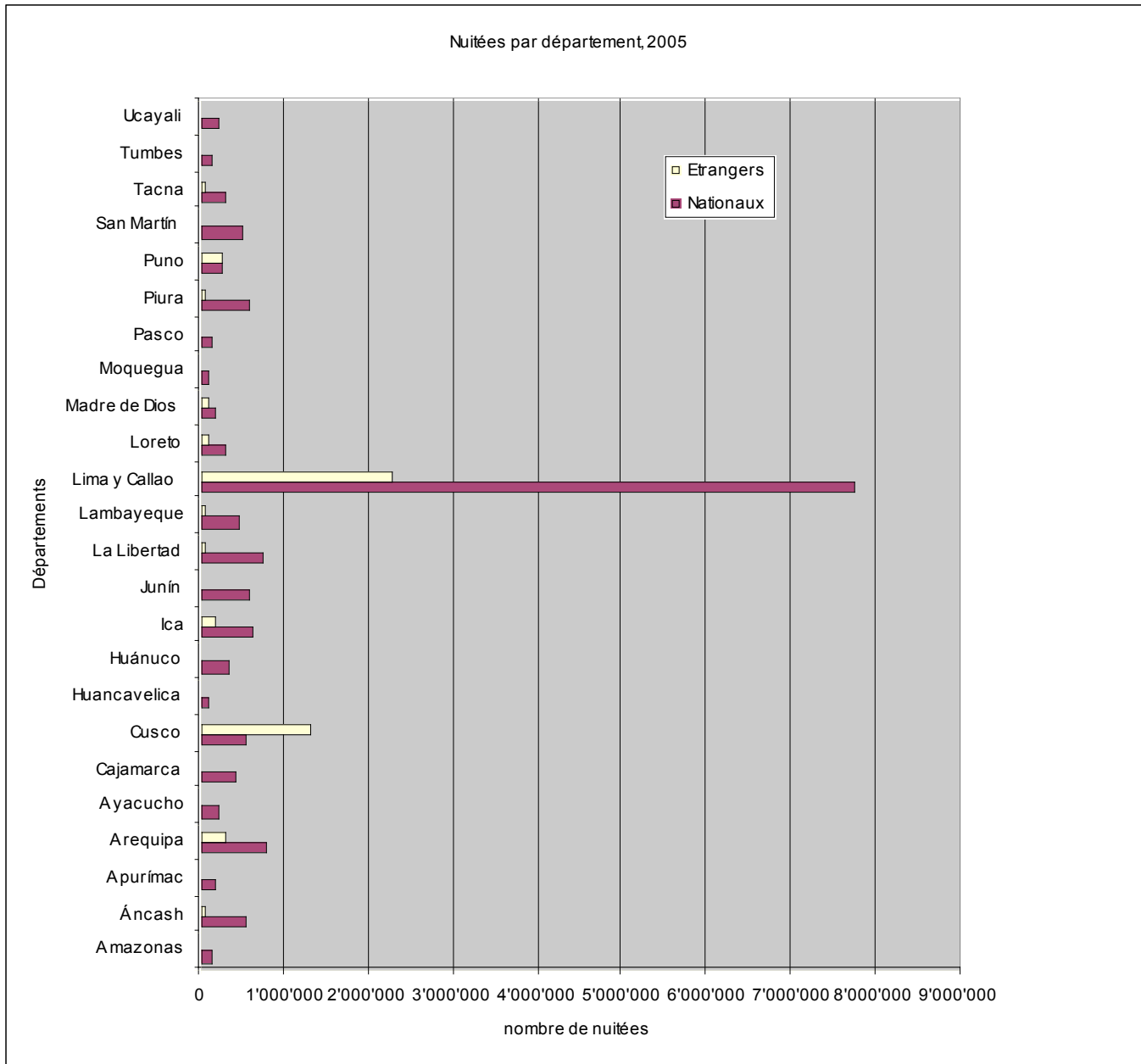


Graphique 2 : entrée de devises du secteur touristique, 1992-2005
Source, INEI, 2006

Les statistiques concernant les nuitées dans les hôtels en 2005 nous donnent une bonne représentation de la répartition du tourisme dans le pays. Comme on peut le constater sur le graphique 3 (page suivante), celle-ci est très inégale. Le département de la capitale, Lima, compte le plus grand nombre de nuitées, cela s'explique tout d'abord par sa population et également par le fait que la grande majorité des touristes internationaux entrent dans le pays par l'aéroport de la capitale, ils y passent donc de toute manière au moins une nuit. Les départements attirant ensuite les touristes étrangers sont d'abord ceux qui se situent dans le circuit touristique du sud du pays, incluant Cusco, Puno, Arequipa et Ica et dans une moindre mesure Madre de Dios. En excluant Lima, on observe une répartition plus homogène du tourisme national sur l'ensemble du territoire. Un fait notable est l'opposition entre Cusco et Arequipa au niveau des types de touristes majoritaires. Alors que Cusco est le principal pôle du tourisme international, Arequipa semble avoir la faveur des touristes nationaux.

Il faut ajouter que les chiffres au niveau des départements masquent souvent le fait qu'à l'intérieur de ceux-ci, les lieux de résidence sont concentrés en grande partie dans la province du chef-lieu du département.³³ O'Hare et Barrett ont également noté que malgré les fortes variations du nombre de visiteurs entre 1980 et 1996, la structure de distribution spatiale est restée pratiquement la même. Si l'on compare leurs chiffres de 1996 aux données de 2006, on peut faire le même constat.

³³ O'Hare, Barrett, 1999, p.50



Graph 3: Nuitées par département, étrangers et nationaux
 Source : INEI, 2006

L'explication de cette répartition inclut plusieurs éléments. Le plus évident est bien sur la présence ou absence d'attractions touristiques importantes, mais pas uniquement. Un auteur péruvien a calculé en 1997 un index d'attractivité touristique de chaque département, basé sur cinq catégories de ressources : les sites naturels, les sites archéologiques et culturels, le folklore, des attractions artistiques et scientifiques et les événements particuliers (festivals, carnivals, etc.).³⁴ Il conclut que l'attractivité d'un département ne suffit pas à elle seule à expliquer la répartition des flux. En effet, certains

³⁴ Cité dans O'Hare et Barrett, 1999, p.53-55

départements reçoivent beaucoup de touristes malgré un index faible alors que d'autres en reçoivent comparativement peu par rapport à un bon index. Un des facteurs limitant de tourisme au Pérou est le transport. Les réseaux routiers et ferroviaires sont peu développés dans ce pays, mis à part sur la côte, et les aéroports régionaux sont souvent de mauvaise qualité. Ce facteur limite donc fortement le développement touristique dans les Andes et la forêt amazonienne.

Mais un autre aspect fondamental est la politique de promotion touristique de l'état. Comme nous l'avons vu, ce dernier a surtout investi dans des projets d'infrastructures dans les zones prioritaires, avant tout par le plan COPESCO. C'est en effet cette zone qui reçoit aujourd'hui le plus grand nombre de touristes et qui jouit également de la plus forte promotion de la part de l'agence d'état. Avec des ressources limitées à sa disposition, on peut avancer l'hypothèse que l'état préfère promouvoir les zones déjà développées ou le retour sur investissement sera plus sûr.³⁵ La distribution des services touristiques étant également fortement concentrée dans ces départements, il est clair que de promouvoir d'autres zones touristiques nécessiterait de grands investissements de l'état en infrastructures, ce qui semble peu probable à l'heure actuelle.

Les mouvements touristiques exacerbent donc au Pérou les inégalités régionales puisque ils se situent tous dans les départements déjà développés et le plus souvent dans le chef-lieu de ceux-ci. Les départements et provinces les plus pauvres sont donc incapables de profiter des bénéfices de cette activité puisque l'industrie « tend à se localiser dans un petit nombre de localités favorisées à l'intérieur du secteur moderne du pays ».³⁶

Une mesure de la répartition des bénéfices à l'intérieur de la population peut être prise par la structure de propriété des hôtels et restaurants. O'Hare et Barrett notent qu'un très grand pourcentage de ceux-ci est entre les mains de petits propriétaires.³⁷ Le problème est que leur grand nombre et la compétition qui règne entre eux, couplé au fait qu'ils sont utilisés avant tout par des touristes à petit budget, réduit les profits de ces petites entreprises, ce qui les limite souvent à la simple survie. D'un autre côté, les profits réalisés par les grandes sociétés anonymes ne sont souvent distribués qu'entre les actionnaires, de nationalité étrangère ou faisant partie de la classe nationale privilégiée, qui représente 4% de la population. De plus, ces sociétés disposent souvent de complexes touristiques incluant tous les services nécessaires aux visiteurs. Les dépenses en dehors du complexe seront donc limitées. Le public cible des deux types d'établissements est toutefois différent. Alors que les grands hôtels travaillent avec des agences de voyage, les petits reçoivent uniquement des voyageurs libres. Un point intéressant à ce sujet est que d'après des enquêtes réalisées par PromPeru en 2004, 72% des touristes étrangers qui visitent le Pérou le font par leurs propres moyens, sans l'aide d'une agence. Cette proportion se monte à 94% pour les touristes nationaux. Plusieurs auteurs ont déjà mis en évidence le fait que les touristes libres apportent un plus grand bénéfice à l'économie locale du lieu de séjour puisqu'ils utilisent souvent les mêmes services que les habitants.³⁸ Ce thème devra donc être abordé plus loin pour la localité étudiée.

³⁵ O'Hare et Barrett, 1999, p.56

³⁶ O'Hare et Barrett, 1999, p.57, traduit par l'auteur

³⁷ O'Hare et Barrett, 1999, p.59

³⁸ Brohman, 1996, Tossun, 1999, Mowforth et Munt, 1998

d. Conclusions

En conclusion, on peut donc relever plusieurs points qui caractérisent l'activité touristique au Pérou. En premier lieu, comme nous l'avons vu dans l'historique, le tourisme est une activité qui est très sensible aux mouvements d'opinion dans les principaux pays émetteurs. Une mauvaise image du pays transmise par les médias internationaux a pour effet de réduire drastiquement les flux touristiques. L'activité touristique provoque donc une certaine dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Ensuite, l'activité nécessite des investissements de l'état pour pouvoir se développer. Au Pérou, de tels investissements ont été réalisés durant la période 1960-1990, et ils ont mené à la définition d'une zone touristique prioritaire. Cette zone continue aujourd'hui à bénéficier de la majorité des flux touristiques. L'état s'étant désengagé du secteur à partir des années 90, il n'y a plus eu de plan de développement comparable et l'on n'a pas vu apparaître d'autres destinations touristiques attirant des flux semblables dans un pays qui pourtant dispose de nombreuses ressources dans ce domaine, comme mis en évidence par un rapport d'une société de consultants nord-américaine en 1999.³⁹ Le modèle touristique actuel s'adapte donc à la demande du marché et l'état tente simplement de promouvoir d'autres destinations en espérant ensuite attirer des investissements privés pour les développer. Ce modèle de développement pose des problèmes d'inégalités spatiales et ne tend pas vers un développement durable de l'activité touristique, d'après les conclusions d'Ascencion Ugarte, qui le compare au modèle de développement touristique intégré du Costa Rica. L'action de l'état semble donc nécessaire s'il on veut parvenir à un développement plus homogène et équitable de cette activité. Toutefois, il faut noter à ce propos que l'idéologie qui domine actuellement chez les institutions financières internationales, auprès desquelles le pays est fortement endetté, préconise plutôt un retrait de l'état au profit du secteur privé.

La répartition des revenus du tourisme est concentrée dans certains départements, dans certaines provinces de ces départements et dans le chef-lieu de ces provinces. On note donc une structure centre-périphérie qui se répète aux différents niveaux.

L'industrie se divise en deux secteurs : de très nombreux petits hôtels et restaurants de propriété individuelle et une petite proportion de complexes hôteliers de qualité internationale. Si les premiers ont une plus grande influence sur l'économie locale, leur nombre et leur clientèle à petit budget limite leurs bénéfices.

Finalement, la planification et la promotion du tourisme sont des fonctions centralisées au Pérou, et il existe peu de coordination avec des organismes régionaux.⁴⁰ On peut donc supposer que le développement local participatif de l'activité touristique n'est pas une priorité.

³⁹ Cité dans Ascencion Ugarte, p. 65

⁴⁰ O'Hare et Barrett, 1999, p.56

V. Ollantaytambo : « Ciudad Inka Viviente »

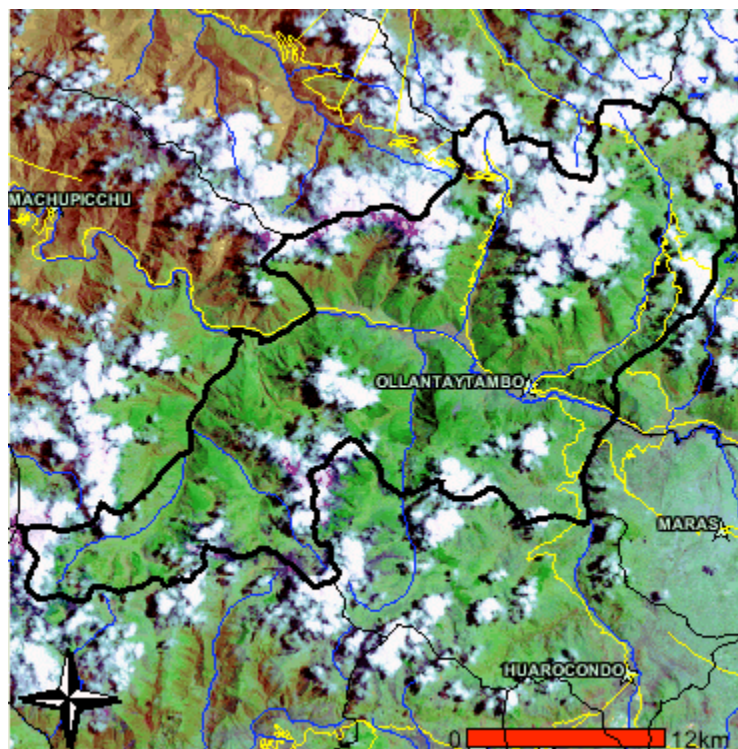
a. Localisation et présentation générale

Ollantaytambo est le chef-lieu du district du même nom, dans la province d'Urubamba, département de Cusco.



Cartes 3 : Localisation du département de Cusco au Pérou, de la province d'Urubamba dans ce département, et du district d'Ollantaytambo dans cette province. Source : www.inei.gob.pe

La ville se trouve au Nord-Ouest de celle de Cusco, capitale touristique du Pérou, à 91km et deux heures environ de trajet par route ou par train.



Carte 4 : Le district d'Ollantaytambo et son chef-lieu, avec le réseau hydrographique (bleu) et de transport (routier et ferroviaire, en jaune). Source : www.inei.gob.pe

Son nom fut documenté pour la première fois en 1555 par les espagnols. Il vient de deux mots quechua, langue des indigènes : Ollanta, du nom d'un général des armées Inca, et tambo, qui signifie dépôt ou auberge. On en a donc déduit qu'il pouvait s'agir d'une base militaire Inca, opinion renforcée par les ruines d'une forteresse et plusieurs points d'observation dans les montagnes.

La ville est située à 2780 mètres d'altitude, dans le palier écologique quechua, selon la classification de Pulgar Vidal⁴¹. Hydrologiquement, elle appartient au bassin versant du Vilcanota, rivière qui draine toute cette zone appelée « vallée sacrée des Incas ». Le ruisseau de Patacancha, affluent du Vilcanota, a formé une vallée secondaire, dans laquelle s'insère Ollantaytambo, sur la rive gauche de celui-ci. Ce ruisseau alimente les canaux de la ville ainsi que les terrains irrigués. Après Ollantaytambo, la vallée du Vilcanota se ressère et commence sa descente vers les terres plus chaudes, en direction du bassin amazonien. En remontant le Patacancha, on arrive cette fois aux écosystèmes de moyenne puis haute montagne, jusqu'au glacier Veronica qui alimente le ruisseau. Cette localisation est un endroit stratégique entre diverses zones écologiques.

La vallée sacrée a été formée par l'érosion de l'anticlinal de Vilcabamba, et on y trouve donc des couches géologiques variées qui vont du Paléozoïque au Quaternaire récent. Ollantaytambo se trouve sur le cône de déjection du Patacancha qui s'est probablement accru lors d'un épisode de lave torrentielle à la fin de la dernière glaciation et a ainsi repoussé le Vilcanota vers le côté gauche de la vallée.

La zone jouit d'un climat tempéré avec des pluies en été (de décembre à mars) et un climat plus sec et froid en hiver (juin à septembre), mais avec plus d'heures d'ensoleillement. Le printemps et l'automne sont des périodes de transition peu marquées. Les températures varient peu, de 11 à 18 en hiver et de 15 à 23 en été.

L'activité principale est l'agriculture en fond de vallée, produisant principalement du maïs, dont la qualité est reconnue, mais également les fruits et légumes. En remontant le Patacancha, on passe progressivement à la production de tubercules et de céréales, et à l'élevage extensif d'ovins et de camelidés. Depuis une quinzaine d'années, le tourisme a conduit à la diversification des activités, sans toutefois faire disparaître l'agriculture, comme nous le verrons plus loin.

Ollantaytambo constitue l'une des rares villes Inca dont l'architecture de base est restée intacte, et à ce titre elle est devenue une valeur patrimoniale. Étant l'une des villes les plus anciennes d'Amérique encore habitées, elle a reçu le titre de « Cité Inca Vivante ». Les nombreuses ruines qui l'entourent, et la ville elle-même, sont dénommées « Parc archéologique d'Ollantaytambo » et enregistrées comme patrimoine culturel national par le gouvernement. De plus, la ville est la dernière station ferroviaire avant la citadelle de Machu Picchu, principal attrait touristique du pays.

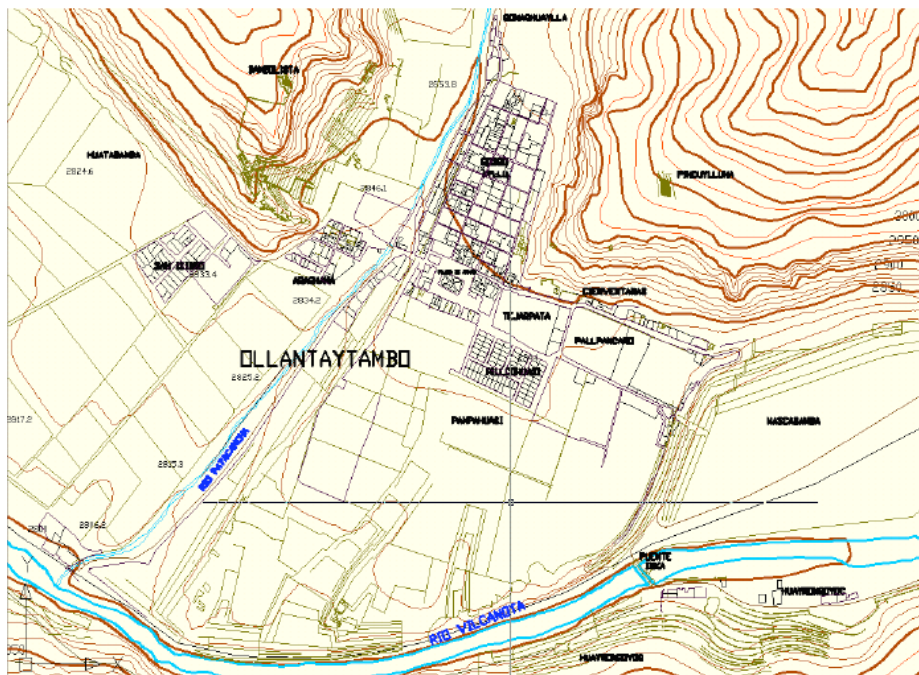
⁴¹ Pulgar Vidal J., 1940

La population du district s'élève en 2005 à 9828 habitants pour une superficie de 645.25km². La population urbaine, concentrée à Ollantaytambo représente 2251 personnes, c'est à dire 23% de la population. La densité au niveau du district est de 12.6hab/km², mais varie fortement entre le fond de vallée, qui regroupe 28% de la population sur 26km², et les hautes terres. La tranche d'âge des 0 à 14 ans représente 37% de la population, contre 57% pour les 15 à 64 ans. On observe une croissance accéléré de la population depuis la fin des années 1980, comme nous le verrons en détail.

La culture andine des populations rurales est riche et vivante et constitue également un des attraits touristiques du lieux, raison pour laquelle un chapitre y sera consacré.

Les autorités politiques consistent en un maire, élu au suffrage universel, qui dirige tout le district, la ville étant politiquement dénomée « Municipalidad distrital de Ollantaytambo ». Les communautés indigènes conservent également un système d'autorité traditionnel avec un chef par ayllu⁴². En plus du maire, il existe un préfet, nommé par le ministère de la présidence, chargé de vérifier l'application locale des politiques gouvernementales. Les échelons hiérarchiques sont ensuite le gouvernement provincial, le gouvernement régional de la région Inca et le gouvernement national.

La ville est reliée par deux routes goudronnées à Cusco, ainsi que par une voie ferroviaire. Cette dernière continue après Ollantaytambo jusqu'à Machu Picchu, sans qu'un relais par la route soit possible. Une route non goudronnée et en état précaire relie également la ville à Quillabamba, dans la *Selva Alta*, à travers la cordillère orientale de Patacancha.



Carte 5: Plan du cadastre de la ville d'Ollantaytambo
Source : INDECI, 2005

⁴² Le terme sera défini dans l'histoire de la ville

Les attractions touristiques du district sont nombreuses et variées. La principale site actuellement visité par les touristes sont les ruines de la forteresse Inca, qui se trouvent à côté de la ville. On peut toutefois dénombrer 21 autres sites archéologiques de l'époque Inca dans le district⁴³. Ceux-ci n'ont pas été restaurés et ne sont pas entretenus, comme c'est le cas pour le monument principal, ils sont donc très peu visités par les touristes, en partie car les agences de voyage ne le proposent pas dans leurs visites. On compte ensuite six communautés indigènes qui constituent des attractions du fait de leur culture vivante et leurs costumes traditionnels. Les attraits naturels principaux sont constitués de trois pics enneigés en permanence et de plus d'une dizaine de lagunes d'altitude. Ils se trouvent dans un environnement naturel préservé entouré de paysages d'une grande beauté. L'une de lagunes est visitée dans le cadre d'un tour proposé par la majorité des agences de voyage de Cusco. Il faut encore mentionner la dimension historique du lieu et les nombreuses références mythologiques Inca aliées aux constructions de la ville elle-même. Cet aspect est développé dans la prochaine partie.

A quelques kilomètres en aval de la ville, on trouve aussi le début du *camino Inca*, le plus célèbre trek de la région qui mène aux ruines de Machu Picchu en empruntant une ancienne route Inca. Le rafting sur la rivière Vilcanota est également une activité proposée par certaines agences de voyage.

b. Histoire et organisation spatiale originelle

Selon Canal Onton, les premières preuves d'occupation humaine à Ollantaytambo remontent à environ 1000 avant J.-C., avec la présence de céramique de la culture Killki. D'après les restes archéologiques, la présence de plusieurs groupes ethniques successifs est évidente. Mais la construction de la ville telle qu'on peut l'observer encore aujourd'hui date de l'époque Inca. Plusieurs mythes de fondation de la dynastie Inca renvoient d'ailleurs à Ollantaytambo. Le principal est celui des frères Ayar. Il raconte l'histoire du début de la lignée des Incas. Quatre frères seraient sortis de la terre à un endroit appelé Paucaritanpu, engendrés par un rayon de soleil. Ce site correspond à la pyramide que l'on trouve à côté de la ville d'Ollantaytambo et l'endroit exact est une construction en forme de fenêtre orientée vers la terre qui reçoit le premier rayon de soleil de la vallée le jour du solstice d'hiver (21 juin).⁴⁴ Le mythe raconte également que l'un des frères fut changé en pierre sous la forme d'un condor, et l'on trouve effectivement un tel monument non loin de la ville. Les autres frères continuèrent ensuite leur route et fondèrent Cusco, la capitale du futur empire Inca.

Selon les chroniqueurs, la ville lithique fut construite du temps de l'Inca Pachacutec au début du 15^{ème} siècle. Selon les règles de succession en vigueur, la ville fut ensuite occupée par les descendants de sa lignée. À l'arrivée des espagnols, la ville est habitée par des nobles de Cusco, leurs servants (amenés des régions conquises), et la population originelle présente avant l'époque Inca, appelés les Tampus, qui vivent dans des habitations vétustes, en amont du village lithique. Celui-ci a la forme qu'il conserve

⁴³ CDD, 2006, Annexes

⁴⁴ Salazar, 1996, p.31-41

encore actuellement. En forme de trapèze, avec quatre rues principales et sept transversales, il est traversé par des canaux d'eau pour l'usage domestique. Cette même eau, veant du ruisseau de Patacancha sert également à l'irrigation des andennes. Ollantaytambo est situé sur une voie stratégique qui relie les plateaux de Cusco avec les vallées bases de la Selva. La forteresse avait d'ailleurs été construite pour empêcher les rebelles Chancas d'arriver à la capitale impériale⁴⁵.

Le site d'Ollantaytambo regorge de références à la mythologie Inca. Sur la montagne Pinkuylluna, qui borde la ville à est, on trouve une figure impressionnante (140m de haut) sculptée dans la pierre qui représente Wiraccochan, le messager des dieux.



Photo 2 : La sculpture représentant Wiraccochan sur le mont Pinkuylluna, prise par l'auteur, 2007

La ville d'Ollantaytambo tire son organisation et son architecture de considérations cosmologiques et mythiques. On peut y déceler deux formes principales. La première est une représentation d'un arbre sacré. Son tronc se compose de la fin de la vallée du Patacancha et le cône de déjection du ruisseau représente son feuillage. L'aménagement des andenes sur ce cône a été faite en fonction de cette image, comme on peut l'apprécier sur le schéma ci-dessous.

⁴⁵ Canal Onton, 2006, p.26

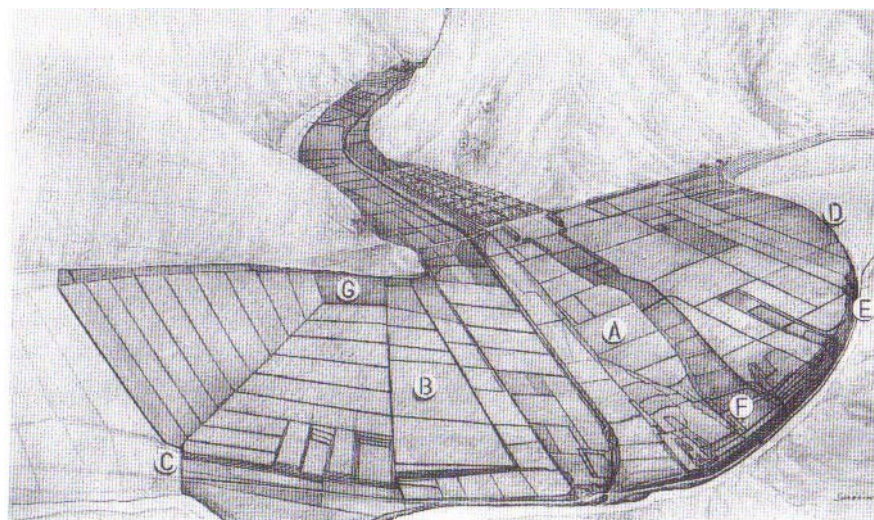


Schéma 1 : représentation de l'arbre sacré à Ollantaytambo, source : Salazar, 1996

La deuxième forme concerne l'architecture de la ville elle-même, dont l'organisation renvoie à l'image d'un épis de maïs. La tige de cet épis a été dessinée par l'aménagement des andenes en aval jusqu'à sa racine dans la rivière Vilcanota. On peut apprécier une représentation schématique de cette forme dans le dessin ci-dessous, mais également sur les photos aériennes actuelles qui seront présentées plus loin.

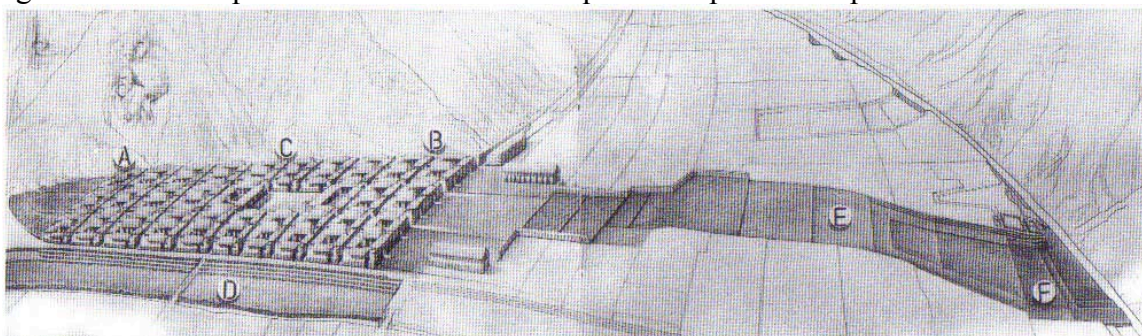


Schéma 2 : la ville en forme d'épis de maïs, source : Salazar, 1996

Les ruines de la forteresse, les plus visitées par les touristes, décrivent en fait la forme de deux lamas, une mère et son petit, lorsqu'elles sont observées depuis la montagne Pinkuylluna qui leur fait face.

(pour une description détaillée des nombreuses autres références mythologiques et une description des sites et leur symbolique, voir Salazar, 1996)

L'espace de la ville d'Ollantaytambo et son organisation s'est donc faite selon des considérations cosmologiques et mythologiques. A noter que ces aspects sont très peu utilisés par les agences touristiques qui organisent des visites de la ville. La plupart des touristes se contentent de visiter la forteresse et ne connaissent pas ces autres aspects.

Peut-être du fait de son importance symbolique, la ville a été le théâtre de la rébellion de l'Inca Manco Capac contre les conquistadors espagnols en 1536. Plusieurs batailles ont été gagnées par les Incas sur ce site, mais devant l'afflux croissant d'espagnols, ils ont été

contraints de se retirer en direction de la *selva*, laissant la ville à la domination espagnole.

L'habitat de la population d'Ollantaytambo s'étend du fond de vallée en aval du village jusqu'au hauts plateaux andins en remontant le Patacancha vers le glacier Veronica, assurant l'approvisionnement en produits variés. L'organisation sociale pré-coloniale était basée sur les ayllus, groupes de familles, cosangines ou non, qui travaillent leurs terres de manière communautaire. Quatre ayllus ont été enregistrés à Ollantaytambo par les espagnols⁴⁶. Selon un ordre hiérarchique de la société, le premier est celui des Cusco, lignée de la famille de l'Inca Pachacutec. Viennent ensuite les Chinchaysuyo et Araccamas, ayllus de deux populations originelles de la zone, déclassées dans la hiérarchie par la domination des Incas. Finalement, l'ayllu Yanacunas regroupe divers groupes ethniques en minorité, amenés de force par les Incas lors de leurs conquêtes pour réaliser des travaux publics et servir les nobles. Chaque ayllu est dirigé par chef, appelé *cacique*. Cette organisation subsistera pendant l'*encomienda*, premier système mis en place par les espagnols, et aux débuts du développement des *haciendas*.

Le système de l'*encomienda* consiste à offrir à un conquistador une terre avec tout ceux qui y vivent et l'autoriser à y lever un tribut, qui consiste ici en espèces et en maïs. Le premier encomendero à Ollantaytambo fut Hernando Pizarro, frère du conquistador Francisco, en 1555. Mais ce système ne durera pas longtemps, car la diminution de la population tributaire réduira rapidement les recettes levées. De plus, ce système ne change pas le mode de production rural dominant, c'est à dire visant l'autosubsistance et non la création d'exédents pour la vente, dont les villes en développement auront bientôt besoin.

Depuis la moitié du 16^{ème} jusqu'à la moitié du 17^{ème} siècle vont se construire petit à petit les grandes propriétés terriennes qui constitueront la base de la société rurale jusqu'au milieu du 20^{ème} siècle. Ces grandes propriétés se forment par plusieurs moyens. Certains nobles Incas parviennent à faire reconnaître leurs droits de seigneurie de type féodal, ce que cherchent à faire également des conquistadors espagnols par des donations de terres de la couronne. Mais les *nuevas leyes* promulguées en 1542⁴⁷ interdisent déjà ce type de relations, ainsi que l'esclavage et le travail forcé.

Dans cette nouvelle société en formation, se développe un marché de produits agricoles pour alimenter les villes naissantes, dans notre cas avant tout Cusco, ce qui provoque une pression accrue pour l'acquisition privée de la terre à des fins commerciales, par des espagnols et des métis. Les mécanismes d'accès à la terre se développent dans un relatif vide juridique. Le premier est la donation par des gouverneurs, qui concernent surtout les nobles et des personnes influentes. A Ollantaytambo, cette population regroupe en 1595 treize personnes, incluant les descendants Incas, et deux institutions religieuses⁴⁸. Mais le principal mode est l'occupation *de facto*. En effet, la population indigène diminue notablement jusqu'au milieu du 17^{ème} siècle, passant à Ollantaytambo de 919 en 1575 à

⁴⁶ Glave, 1983, p.7

⁴⁷ Glave, 1983, p.58

⁴⁸ Glave, 1983, p.14

115 habitants en 1628⁴⁹, du fait de plusieurs épidémies et de mauvais traitements. Les terres restées à l'abandon sont ensuite accaparées par des espagnols ou des métisses qui veulent l'utiliser à des fins commerciales. Les caciques sont d'ailleurs plusieurs fois contraints de réorganiser les lots des indigènes afin de laisser libre des espaces continus. Même des terres labourées sont parfois volées sous prétexte d'être libres. Il est en effet assez aisé ensuite pour les usurpateurs d'obtenir des titres légaux face aux indiens lors des différentes « visites » des autorités espagnoles. D'autres mécanismes, comme des faux contrats, la réduction des villages indigènes en un lieu, les donations privées ou les ventes existent également, qui concourent tous à concentrer petit à petit la propriété terrienne. Les grandes propriétés s'expandent ensuite en anexant les terres contigues et forçant ainsi les indigènes à devoir travailler sur la propriété en leur retirant leurs moyens de subsistance (pour un exemple détaillé, voir Gave, 1983, pp.98-101).

Après avoir occupé tout l'espace en fond de vallée, correspondant aux terres cultivables pour le marché, les haciendas s'agrandissent aussi en direction des montagnes, jusqu'à regrouper plusieurs paliers écologiques et devenir des entités autosuffisantes, avec leurs travailleurs vivant sur ces terrains. Les nouveaux propriétaires ne sont pas des nobles, mais souvent des métis ou des espagnols ayant une connaissance des lois. Ils se livrent un combat sans merci pour la terre, s'alliant parfois avec les indigènes contre des concurrents. Ils vivent sur leurs terres et travaillent avec les indigènes. Ce sont en fait de nouveaux entrepreneurs agricoles qui vont changer profondément le mode de production pour l'orienter vers le marché et leurs intérêts mercantiles.

Ainsi, vers 1650 presque tout l'espace d'Ollantaytambo est occupé par des haciendas. Outre le maïs, traditionnellement cultivé dans cette zone, se développent la culture du blé, du sucre et de la coca. Les haciendas utilisent le travail des indigènes qui vivent sur la propriété. En contrepartie, ceux-ci obtiennent une parcelle à cultiver pour leur subsistance. Lors des grands travaux agricoles, comme la semence ou les récoltes, d'autres indiens de communautés différentes sont engagés et rémunérés en nature. Le travail de transport des marchandises est souvent donné à des gens des communautés d'altitude, qui amènent leurs bêtes. Selon Canal Onton, cette pratique a continué jusqu'il y a 40 ans, et ces mêmes personnes travaillent aujourd'hui comme porteurs pour les touristes du camino inca, comme nous le verrons par la suite. Il est clair en tout cas que pendant toute la période coloniale, ce sont les *hacendados* qui sont les maîtres des campagnes et qui retirent les bénéfices de la production, que ce soit des privés ou des institutions religieuses.

Si la population indigène se reconstitue lentement après 1650, la société est profondément transformée et métisée. Les indigènes forment, à partir de ce moment, et jusqu'à aujourd'hui, la classe hiérarchique la plus basse, après les espagnols, les créoles et les métis. Après cette grande transformation, la société restera figée pour longtemps dans ce type de relation.

L'indépendance du Pérou proclamée en 1821 ne sera pas un mouvement de rébellion des indigènes mais plutôt de commerçants créoles aliés aux nations capitalistes. Elle est menée avant tout pour libérer le pays de la domination espagnole et ainsi l'intégrer au

⁴⁹ Glave, 1983, p.16

marché mondial. Le mouvement de libération est d'ailleurs financé par l'Angleterre, ce qui constitue, soit dit en passant, l'origine de la dette du Pérou. La nouvelle république créée devra donc se plier aux règles de libre-échange préconisées par les nations capitalistes centrales. Cette nouvelle donne aura un effet sur les campagnes, puisque les bénéfices des haciendas vont commencer à chuter et annoncent le déclin des zones rurales.

Ollantaytambo, comme de nombreuses autres zones rurales du pays vont dès lors entrer dans une phase déprimée et pauvre qui sera sa condition jusqu'à la réforme agraire. Les techniques de production ne vont plus évoluer et la zone ne connaîtra pas le développement des grandes cultures d'exportation qui auront pour théâtre la côte péruvienne au début du 20^{ème} siècle.

La voie ferrée reliant Cusco à la province de La Convención, en passant par Machu Picchu, fut construite entre 1914 et 1919, sur l'initiative d'un congressiste de Cusco. Le service de transport commença en 1924, mais ce n'est qu'en 1929 que la ligne parviendra à Aguas Calientes, le village situé au pied de la citadelle Inca. En 1931, la ville de Quillabamba est connectée, terminant ainsi le projet initial qui était de relier cette ville de la *Selva Alta* afin de transporter plus facilement les produits de cette zone vers les marchés de Cusco. La ligne ferroviaire est opérée depuis cette date par l'état péruvien. Mis à part le transport des marchandises, le train n'aura que peu d'influence sur l'économie d'Ollantaytambo jusqu'aux années 90 et au développement du tourisme. À noter qu'en 1988, un éboulement coupe la ligne entre Machu Picchu et Quillabamba. Dès lors, le train servira principalement les touristes, puisque le tronçon en question n'est toujours pas réparé à ce jour, alimentant ainsi le conflit sur la construction d'une route goudronnée entre Quillabamba et Cusco, sur lequel nous reviendrons.

La révolution des forces armées en 1968 et l'implémentation d'une politique interventionniste de l'état affecteront le district d'Ollantaytambo, surtout par deux mesures prises par l'état : la réforme agraire et la création d'une existence légale des communautés indigènes. La redistribution des terres qui aura lieu à cette époque bénéficiera surtout à ces communautés, nouvellement créées en entités juridiques. Toutefois, un certain nombre de propriétaires arrivent à maintenir une partie de leurs terres, comme nous le verrons par la suite. L'état a créé à cette époque des coopératives qui achètent la production des communautés, améliorant pour un temps leur niveau de revenus. Mais l'embellie sera de courte durée. En effet, dès 1975, un nouveau gouvernement entre en fonction avec une idéologie différente et les acquis de la période précédente seront vite effacés. Les communautés travaillent depuis cette période pour leur compte sans que leur niveau de vie se soit réellement amélioré. Ils continuent à pratiquer avant tout une agriculture de subsistance. Les nouveaux propriétaires en fond de vallée continuent pour leur part de produire pour fournir les marchés d'Urubamba et de Cusco. Les politiques néolibérales mises en place à partir des années 90 auront une influence négative sur l'agriculture dans la région, en limitant les débouchés de celle-ci de par la concurrence des produits importés. La situation de pauvreté des campagnes perdure donc encore aujourd'hui et pousse beaucoup d'habitants à prendre part d'une manière ou d'une autre au développement touristique pour accroître leurs revenus.

Développement et caractéristiques du tourisme dans la région

Comme nous l'avons vu plus haut, la région de Cusco a depuis les années 70 été la zone de développement touristique prioritaire, du fait de la présence de nombreuses ruines de l'époque Inca, dont la plus connue est Machu Picchu. Toutefois, on peut faire l'hypothèse que durant cette période les touristes visitaient principalement ce site et la ville de Cusco elle-même, et donc que Ollantaytambo n'a pas connu de développement spectaculaire durant ces années-là. Dans tout les cas, elle n'a pas profité des investissements en infrastructure faits par l'état central à travers le plan COPESCO, ceux-ci étant en grande partie limités aux villes de Cusco et Puno. Après la décennie perdue des années 80, où la guerre civile a paralysé le développement des campagnes, l'activité touristique a vraiment pris son essor à Ollantaytambo dans les années 90. En quinze ans, le nombre de visiteurs a augmenté de manière exponentielle, pour atteindre plus de 800'000 en 2005.

Le tourisme est le secteur de l'économie le mieux intégré au marché. Dans un sens, le tourisme a toujours été globalisé puisque les consommateurs sont pour une grande partie des étrangers et que des entreprises étrangères sont présentes directement sur place, comme propriétaires d'établissements, ou indirectement à travers les agences de voyage de Cusco qui fonctionnent comme opérateurs pour des agences étrangères. La motivation principale des touristes dans la région est une expérience historico-culturelle. Il faut mentionner que la zone attire deux sortes de touristes qui utilisent des circuits commerciaux différents. Les touristes qui ont organisé leur voyage par l'intermédiaire d'une agence sont pris en charge par des entreprises formellement établies et répondant aux critères de qualité définis par les agences de voyage des pays d'origine. Généralement les agences étrangères travaillent avec celles de la capitale, Lima, qui ensuite sous-traient avec des agences de Cusco⁵⁰. Les caractéristiques de ces différentes agences est qu'elles maintiennent des relations commerciales de longue durée, elles sont donc très attentives à la qualité des services.

La majorité des touristes sont des touristes libres. Généralement plus jeunes et à plus petit budget, ils voyagent seuls, en couple ou par petits groupes. Le marché représenté par cette classe de touristes est âprement disputé par les petites entreprises locales qui ont une vision à court terme puisqu'ils savent que les touristes n'utiliseront leurs services qu'une fois. La majorité de ces petites agences et établissements ne sont pas accrédités par le ministère du tourisme et fonctionnent de manière informelle.⁵¹ 82% des petites agences de voyage n'ont pas d'infrastructure propre et travaillent donc uniquement comme intermédiaire pour d'autres agences.⁵² Comme la variable de décision principale de leurs clients est le prix, ils tentent de le baisser, ce qui a une influence sur la qualité des services offerts. Elles sont très peu articulées au marché national ou mondial. On observe toutefois ces dernières années l'apparition d'agences spécialisées dans le tourisme d'aventure ou l'écotourisme.

L'offre hôtelière de la région est concentrée en grande partie dans la ville de Cusco, avec 88% des lits, et Machu Picchu avec 50% des lits de la province d'Urubamba.⁵³

⁵⁰ CBC, 2003, p.160

⁵¹ CBC, 2003, p. 159

⁵² CBC, 2003, p.22

⁵³ CBC, 2003, p. 22

Ollantaytambo est donc une destination périphérique dans la région, même si elle est visitée par la plupart des touristes qui se rendent à Cusco, comme nous le verrons plus loin.

c. Impacts du développement de l'activité touristique

1. Organisation spatiale et développement urbain

Au niveau de sa morphologie, la ville d'Ollantaytambo a connu des transformations conséquentes liées au tourisme. Dans la première photo ci-dessous, prise par avion en 1970, on peut voir que la ville correspond encore à la description de ce qu'elle était à l'époque Inca. On reconnaît les constructions de la ville en forme de maïs et sa tige en terrasses vers le Vilcanota. Les périodes coloniale et républicaine n'ont eu que peu d'influence sur l'organisation de la ville.



Photo 1 : vue aérienne d'Ollantaytambo. Source : IGN, 1970

La place centrale, d'une largeur d'environ 40m, que l'on voit en bas de la vieille ville nous servira de référence sur la photo suivante, qui n'est pas prise selon le même angle que celle-ci.

La deuxième photo, qui provient d'une image satellite de Google Earth datant de 2006, nous permet d'apprécier les modifications intervenues durant cette période. Un premier constat est que la vieille ville n'a pas été modifiée dans sa structure. Si des services touristiques s'y sont développées, hôtels, restaurants et boutiques, elle conserve sa forme originelle. Depuis qu'elle a été inscrite au patrimoine national, des lois la protègent d'ailleurs contre de fortes transformations, mais on peut aussi penser, en suivant l'avis de certains habitants, que comme les habitations sont des héritages passés de génération en génération, les propriétaires sont peu enclins les vendre.

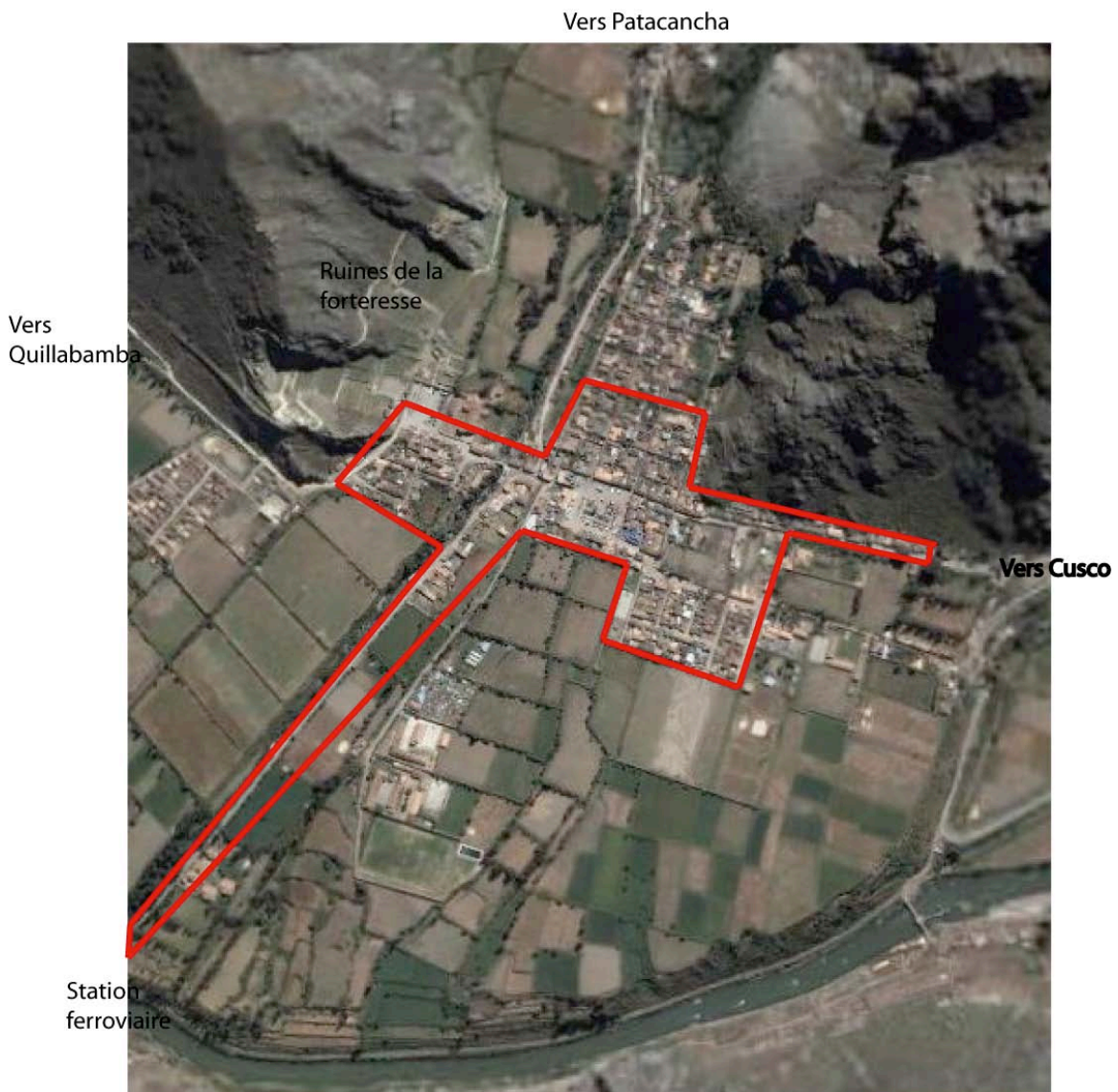


Photo 2 : vue aérienne d'Ollantaytambo
Source : Google Earth, 2006

Le développement lié au tourisme a eu lieu en aval de cette vieille ville, sur des espaces précédemment dévolus à l'agriculture. Ces développements suivent en fait les axes de transport, éléments déterminants pour la location des services touristiques. On remarque tout d'abord un axe est-ouest qui va de l'entrée de la ville vers les ruines de la forteresse en passant par la place centrale. Un deuxième axe nord-sud relie la place centrale à la station ferroviaire, qui se trouve au bord de la rivière Vilcanota. A partir de ces deux axes s'est formé une zone touristique dans laquelle se localisent tous les services offerts, délimitée sur la photo 2. Les touristes s'aventurent en fait très rarement en dehors de cette zone. Ce contraste est très net dans la vieille ville, puisque on trouve des hôtels et restaurants jusqu'à la deuxième rue transversale depuis la place centrale. En continuant vers le nord les habitations sont de plus en plus en mauvais état. Les hôtels deux et trois étoiles ainsi que les restaurants de standard occidental se localisent à côté des ruines et sur la route qui mène à la gare. Dans une partie de la vieille ville et à l'est de la place on trouve les services plus bas de gamme, alors que la place centrale est un espace mixte entre ces deux extrêmes.

Il ressort de ces observations que le développement du tourisme a eu deux effets au niveau de la morphologie urbaine, théorisés par Racine comme étant les deux pouvoirs du tourisme.⁵⁴ Il a tout d'abord modifié des lieux existants en leur assignant une nouvelle fonction de services touristiques. C'est le cas de toutes les constructions de la ville historique transformés en hôtels et restaurants, mais également de la place centrale et des ruines de la forteresse, qui sont devenus des attraits touristiques. On note ensuite la conquête de nouveaux espaces pour l'accueil et l'accommodation des touristes. Ces espaces sont choisis en premier lieu en fonction des voies de communication et des attractions. Mais ils correspondent également à des terrains plats et facilement constructibles, où la connexion aux services de base est la plus aisée et la moins chère. On ne trouve en effet pas de constructions au delà de cette zone, même si le district dispose de beaucoup d'autres attraits, comme décrits plus haut.

Le développement urbain s'est donc fait de manière centralisée sur des terrains agricoles, sans qu'une planification préalable ait eu lieu. Comme nous l'avons vu dans l'historique, la ville et ses alentours regorgent de symboles de son origine Inca, jusqu'aux formes mêmes des aménagements. Le danger d'un développement non planifié est que ce patrimoine ne soit pas pris en compte et détruit par les constructions successives. Le fait est qu'il n'est pas mis en valeur actuellement, il n'y a pas d'information donnée aux touristes sur de nombreux aspects symboliques intéressants, les visites étant limitées aux principales ruines. Organiser des tours guidés ayant comme thème la symbolique de l'organisation de l'espace Inca permettrait non seulement d'ajouter un attrait touristique mais également d'attirer l'attention sur ce patrimoine et ainsi permettre sa préservation.

⁵⁴ Cour de géographie économique de J.-B. Racine, UNIL

2. Flux introduits par le tourisme

Le développement de l'activité touristique a introduit des flux de personnes et de véhicules démesurés pour une ville de la taille d'Ollantaytambo. Dans la zone urbaine, il existe une seule route de construite expressément pour le trafic des bus touristiques qui constituent le principal flux de véhicules. Elle relie la station ferroviaire aux ruines de la forteresse. La route utilisée depuis l'entrée de la ville jusqu'à la place centrale, faite de pavés et large de 4 à 5 mètres seulement pose de graves problèmes de sécurité pour les habitants et autres piétons lors des heures de pointe qui voient parfois une vingtaine de bus traverser la ville pour se diriger vers les ruines ou la gare. Un autre problème concerne les places de stationnement, quasi inexistantes en ville et qui pousse les bus et autres véhicules à se garer sur les rues piétonnes ou sur les bords de la place. Une solution a ces inconvenients serrait de construire une voie d'accès à la gare qui éviterait la ville en suivant le tracé de la rivière et de la voie ferrée. Cette proposition a d'ailleurs été faite par les autorités municipales⁵⁵, mais n'est pas en projet par manque de moyens. Il faudrait en fait en référer au ministère des transports pour obtenir les financements nécessaires.



Photo 3 : bus touristiques stationés sur la place centrale, prise par l'auteur, 2007

En 1999, il a été estimé qu'environ 270'000 visiteurs se sont rendus à Ollantaytambo,⁵⁶ c'est-à-dire plus de cent fois la population locale. D'après ce document, ce chiffre concerne 95% des touristes étrangers et 65% des touristes nationaux qui se rendent à

⁵⁵ CBC, 2003, p.56

⁵⁶ CDD, 2006, p.39

Cusco. Toutes proportions gardées, et d'après les statistiques officielles, on peut donc estimer ce nombre à 873'600 visiteurs pour 2005. Toutefois, la majorité de ces touristes se contentent de visiter les ruines de la forteresse. On dispose depuis 2003 de statistiques plus précises sur les visiteurs étant arrivés dans les hôtels et donc ayant passé au moins une nuit à Ollantaytambo. Ce chiffre a évolué de 17'734 en 2003 à 37'382 en 2006 donc une augmentation de 210.8%. Toutefois, le nombre de nuitées par personne n'a pas évolué durant cette période, il est compris entre 1.17 et 1.40 selon les mois de l'année. Une des améliorations possibles à adresser serait donc de pouvoir garder les touristes sur place plus longtemps, ce qui permettrait d'accroître leur impact sur l'économie locale. Un tel but nécessiterait le développement d'infrastructures pour relier les nombreux attraits touristiques non exploités dans le district et donc une décentralisation de l'offre de services. Des circuits touristiques au départ d'Ollantaytambo, basés sur des attraits naturels, la visite de ruines inexploitées du district ou des communautés locales d'altitude pourraient être mis en place. Une autre possibilité serait l'aménagement de sentiers didactiques comprenant des tableaux d'information historique et culturelle, notamment sur les symboles Incas déjà mentionnées.

Deux constats s'imposent : le développement spatial s'est fait sans planification préalable et les infrastructures n'ont pas été adaptées aux nouveaux flux de personnes et de véhicules amenés par le tourisme. Cette situation crée le risque d'une détérioration du patrimoine physique, des risques accrus de pollution, comme nous le verrons par la suite, et une situation dangereuse pour les piétons aux abords des axes de circulation.

3. Transformations socio-économiques

Démographie et dynamique de la population

Selon le dernier recensement de 2005, le district d'Ollantaytambo a une population de 9828 habitants. De cette population, 23%, c'est à dire 2251 personnes vivent dans la ville même, alors que la population rurale représente 7577 personnes. Une première mesure des transformations socio-économiques peut être prise par l'évolution de la population, synthétisée dans le tableau ci-dessous.

Année	Population totale	Croissance en %	Population urbaine	Croissance en %	Population rurale	Croissance en %
1940	5869		939		4930	
1961	5248	-10.5	1632	+74.0	3616	-26.6
1972	5810	+10.7	1953	+19.6	4557	+26.0
1981	6746	+16.1	1618	-17.2	5128	+12.5
1993	8065	+19.5	1629	+00.7	6435	+25.5
2005	9828	+21.8	2251	+38.2	7577	+17.7

Tableau 1 : évolution de la population rurale et urbaine, source : www.inei.gob.pe

La population rurale a connu une chute spectaculaire entre 1940 et 1961, probablement du fait de l'état déprimé des campagnes à cette époque. Après la réforme agraire de 1968, on voit que celle-ci recommence à croître, de même que la population totale. Pour le sujet qui nous intéresse ici, il est plus important de considérer la population urbaine. En effet, comme vu précédemment, le tourisme s'est développé en zone urbaine. On voit tout d'abord une croissance étonnante entre 1940 et 1961, probablement liée à la chute de la population rurale durant cette période. On peut en effet penser qu'avant la réforme agraire, l'exode rural était encore fort dans la région. La situation est ensuite stable jusqu'en 1993 malgré l'anomalie de 1972. Etant très peu probable que la population aie cru puis soit retombée de 300 personnes, je pense que l'on doit plutôt ce chiffre à des imprécisions de données. Une forte croissance prend cependant place depuis 1993, chiffrée à 38.2%. On peut y voir clairement l'influence de développement des constructions autour de la ville, dans la zone touristique, ainsi qu'une densification relative de la vieille ville.

Il est intéressant de noter que la zone n'a pas connu d'exode massif de population depuis les années 60, alors que c'est le cas de nombreuses zones rurales du Pérou, touchées par un phénomène de migration vers les villes. S'il est vrai que des migrations définitives concernent la population jeune en quête d'un meilleur niveau d'éducation⁵⁷, il est compensé par le phénomène opposé concernant des entrepreneurs dans le domaine du tourisme qui sont souvent originaires d'autres régions.

Si l'on s'intéresse maintenant à la population par structure d'âge, on voit que c'est le groupe des 15-64 ans qui a cru durant les dernières années, passant de 51 à 57% de la population totale entre 1993 et 2005. C'est donc la population en âge de travailler qui a cru le plus, qui est normalement celle qui migre le plus. On peut donc penser que non seulement Ollantaytambo ne connaît pas d'émigration massive de population, mais de plus la ville accueille des personnes qui viennent profiter des opportunités qu'offre le développement du tourisme.

Variable pop.	1981		1993		2005	
	nb absolus	%	nb absolus	%	nb absolus	%
Homme	3072	51	4172	52	5087	52
Femme	2915	49	3893	48	4741	48
Age 0-14	2597	43	3528	44	3613	37
Age 15-64	2990	50	4142	51	5646	57
Age 65+	400	7	395	5	569	6

Tableau 2 : évolution de la population par structure d'âge et de sexe, source :www.inei.gob.pe

La structure de la population par sexe n'a, quant à elle, pas connu de changements notables.

⁵⁷ CDD, 2006, p.8

Activités économiques

Un domaine qui devrait éclairer l'évolution de la situation est celui des activités économiques entreprises par les habitants d'Ollantaytambo. Comme nous l'avons vu à travers son histoire, la ville et son district sont avant tout une zone d'activité agricole et d'élevage. D'après le recensement de 1993, 71.3% de la population active était occupée dans ce secteur, donnée qui n'a malheureusement pas été relevée en 2005. D'après mes entretiens, la majorité de la population continue à travailler la terre et d'élever des animaux pour sa subsistance.

Malgré la réforme agraire de 1968, la propriété de la terre y est toujours inégale. On trouve quelques grands propriétaires qui possèdent plus de 10 has. Ils se localisent tous sur le fond de vallée et produisent pour alimenter les marchés de Urubamba et Cusco. A noter que l'on trouve l'Evêché catholique parmi ce groupe. Les propriétaires moyens représentent 34% de la population et possèdent chacun entre 2 et 10 has de terres cultivables. Finalement, 54% de la population possède des parcelles de moins de deux has, ce qui comprend la grande majorité des communautés rurales. Le district possède un total de 14 559 has de terres exploitables. De celles-ci 1273 has sont des terrains plats et irrigés en fond de vallée. Les prairies naturelles sont abondantes en altitude avec un total de 10222 has.

	Superficie agricole			Prairies naturelles	Monts et forêts	Autre	Total
	Iriguée	Secano	Total				
héctares	1273.41	1773.86	3047.27	10222.09	1203.04	86.82	14559.22
%	8.7	12.2		70.2	8.3	0.6	100

Tableau 3 : superficie utile du district, source : CDD, 2006

Dans les 13 communautés rurales, les activités agricole et d'élevage occupent toutes les familles. Elles sont la base de la subsistance de celles-ci. La majorité d'entre elles se localisent dans la zone de haute montagne, ou la qualité des ressources est basse. Elles utilisent encore les techniques ancestrales. Un des problèmes principaux qui s'y pose est l'atomisation des parcelles du au règles de succession égalitaire qui sont en vigueur depuis des siècles.⁵⁸ Ces communautés vivent dans une situation de pauvreté matérielle. Elles cultivent principalement des tubercules et du maïs. Une grande partie de ces plantes sont des espèces indigènes, elles sont donc de grande valeur pour la biodiversité et peuvent constituer la base d'une agriculture biologique, selon la CDD.

Les terres de fond de vallée sont les plus productives et regroupent la grande majorité de la surface irriguée. Elles subissent maintenant une pression croissante pour le développement des infrastructures touristiques. Ces pressions ont pour effet de valoriser les terrains en question et d'augmenter la tentation pour les agriculteurs de les vendre ou les exploiter différemment. Les propriétaires de cette zone sont donc favorisés non seulement par la qualité de leurs terres mais également en vue des possibilités futures de

⁵⁸ CDD, 2006, p.26

développement d'infrastructures touristique. Comme déjà mentionné, un développement sans planification se verrait toutefois pas souhaitable pour la préservation du patrimoine.

L'activité touristique, sans faire disparaître les activités traditionnelles, a plutôt conduit à une diversification des activités des familles. Dans les communautés rurales, la plupart d'entre elles ont commencé à prendre part à des activités en relation avec le tourisme pour trouver de nouvelles sources de revenus. Il s'agit tout d'abord de la production artisanale de souvenirs pour les touristes. Ceux-ci sont confectionnés par les femmes et consistent en des tisseries, brodages et autres objets traditionnels. Quatre communautés ont ainsi créé leur association artisanale qui regroupe 210 membres. On peut y ajouter 4 autres associations à Ollantaytambo même, ce qui fait un total de 340 femmes qui s'occupent accessoirement à cette activité. Ce nombre a cru de 115% depuis 1995.⁵⁹ Il ne s'agit pas d'une activité principale mais d'un revenu complémentaire pour les familles. Les objets sont parfois revendus à des boutiques de souvenirs en ville mais le plus souvent vendus par les femmes elles-mêmes ou leur enfants sur les places centrales où l'on trouve des touristes. La compétition entre les différentes vendeuses et le marchandage en vigueur réduisent souvent les revenus de cette activité, faute de débouchés dans les commerces.

Les jeunes hommes des communautés d'altitude sont quant à eux engagés comme porteurs sur le camino inca, dont le départ se trouve quelques kilomètres en aval d'Ollantaytambo. Ils sont choisis car ils vivent proches de ce lieu et les agences touristiques ne doivent ainsi pas leur payer de transport. De plus, ce sont les descendants des hommes employés par les hacendados pour le transport des grains lors des récoltes. Vivant en haute altitude, ils sont robustes et sont capables de porter de lourdes charges sur des pentes à forte dénivellation. Cette activité accessoire tend toutefois à devenir une source de revenus permanente pour ces hommes, du fait du nombre croissant de touristes. Mais ils n'ont que peu de contacts directs avec les étrangers, notamment du fait que peu d'entre eux parlent l'espagnol. Les porteurs se sont également regroupés en association afin de revendiquer la fin des abus dont ils sont parfois l'objet de la part des agences touristiques, vu leur méconnaissance de la loi. Ce sujet sera développé plus en détail dans la suite du travail.

Des tours guidés ont également commencé à se développer pour visiter ces communautés indigènes constituant un attrait culturel du fait de leur mode de vie traditionnel. S'il ne concernent encore qu'un nombre très restreint de touristes, ces visites ont en tout cas permis aux femmes de vendre sur place une partie de leur production de tissus et autres souvenirs. Il faut toutefois noter que ce ne sont pas les communautés elles-mêmes qui contrôlent ces flux, mais les agences de voyage, qui en retirent ainsi également la majorité des bénéfices. À noter que l'un des hôtels trois étoiles de la ville propose ce genre de tour à ses clients.

Le développement de l'activité touristique a donc permis aux habitants des communautés de diversifier leurs activités. Ces activités nécessitent peu de qualifications ou reposent sur des capacités traditionnelles des habitants. Elles s'insèrent de manière secondaire au secteur touristique.

⁵⁹ CDD, 2006, p.37

Dans la ville, par contre, on observe depuis quelques années un fort développement de tous les services et commerces liés au tourisme, dont le tableau ci-dessous donne un résumé.

Types de commerces	Année		
	2000	2004	2007
Hotels et auberges	18	28	35
Epiceries	28	38	-
Farmacies	0	3	3
Restaurants	12	35	40
Boutique de souvenirs	15	38	-
Librerie	0	2	2
Agences de voyage	-	-	6

Tableau 4 : évolution du nombre de commerces liés au tourisme, sources : CDD, 2006 et www.mincetur.gob.pe

Les services liés au tourisme ont donc connu une forte croissance. Ils sont tous localisés dans la ville d'Ollantaytambo. D'après mes entretiens, ce développement a toutefois mené à une certaine division au sein de la population. En effet, ce sont uniquement les personnes disposant d'une bonne location de leurs maisons et/ou un capital de départ qui ont pu se lancer dans ces activités. Cela rend implicite le fait que des gens de l'extérieur sont venus s'installer à Ollantaytambo pour y implanter des commerces que les natifs n'étaient pas en mesure d'offrir, notamment tous les hôtels classifiés, qui sont la propriété de personnes non originaires de la zone.

Sur les 35 hôtels en 2007, seuls trois sont classifiés (deux 3 étoiles et un 2 étoiles) et sont enregistrés comme des sociétés anonymes. Les 32 autres *hostals* sont enregistrés sous le nom de leur propriétaire et constituent donc de petites entreprises individuelles, la plupart appartenant à des habitants de la population locale, mais également de migrants d'autres zones des Andes. Il est intéressant de noter à ce propos que le taux d'occupation varie énormément selon la classe des hôtels. Pour l'année 2006, ce taux en fonction des chambres et calculé par mois, varie de 44.58% à 88.59% pour les hôtels trois étoiles, alors qu'il est compris entre 7.72% et 25.39% pour les hôtels non classifiés.⁶⁰ Cette tendance est permanente depuis que les données sont disponibles, c'est-à-dire 2002. Une explication de ce phénomène est donnée par le plan de développement du district d'Ollantaytambo, où il est noté que les grandes agences de voyages ne travaillent pas avec les petits hôtels.⁶¹ Les hôtels classifiés ont donc des flux assurés par les agences alors que les petits établissements dépendent uniquement des touristes libres. Et du fait du grand nombre de ces établissements, la concurrence entre eux est rude, comme on peut le constater en se promenant sur la place centrale où les *jaladores* (personnes chargés de convaincre et ramener les touristes) sont nombreux. En observant le nombre d'emplois créés dans les hôtels, on voit à nouveau un déséquilibre entre les deux catégories. Les établissements classifiés sont passés de 14 employés en 2003 à 39 en 2007, alors que ce chiffre a évolué de 34 à 44 respectivement pour l'autre catégorie. Les premiers offrent

⁶⁰ Mincetur, 2007

⁶¹ CDD, 2006, p.42

donc beaucoup plus de places de travail en comparaison du nombre d'établissements, ce qui s'explique par leurs taux d'occupation plus élevés.

Ces observations confirment les propos de O'Hare et Barrett sur les inégalités dans l'industrie touristique péruvienne. En effet, dans leur étude au niveau des départements ils ont également identifié une structure similaire avec un petit nombre d'hôtels de qualité et la grande majorité des hébergements composés de petits hôtels non classifiés. Les petits hôtels ont une plus grande capacité d'apporter des bénéfices à la population locale, du fait de leur insertion dans la communauté. Toutefois, comme nous l'avons vu, ceux-ci présentent souvent des taux d'occupation très faibles et ne permettent donc guère à leur propriétaires que de subsister. Ce constat pour Ollantaytambo a déjà été relevé pour la région Chavin au nord du Pérou.⁶² Il existe donc une séparation nette entre les commerces qui ont des relations avec des agences touristiques et ceux qui n'en ont pas. Les premiers reçoivent directement des groupes de touristes selon un planning défini et peuvent donc prévoir également leurs recettes et dépenses. Ces établissements sont la propriété d'étrangers ou de nationaux de la capitale. Les petits établissements locaux dépendent quant à eux des flux de voyageurs indépendants qui sont irréguliers. Tous ne jouent donc pas sur le même tableau. Un facteur de différenciation concerne les réseaux commerciaux utilisés, puisque les petits hôtels doivent se vendre eux-mêmes et ne bénéficient pas de contacts avec des agences. Une meilleure utilisation de l'outil internet pour leur marketing pourrait s'avérer utile. Les seuls établissements à être présents sur le net actuellement sont les hôtels classifiés. Un élément négatif est qu'ils sont le plus souvent construits avec des matériaux importés et par des artisans extérieurs, habitués aux normes de construction compatibles avec la notion de confort des pays d'origine des touristes. Dans ce sens, ils ne contribuent que peu à l'économie locale.⁶³

Au niveau des restaurants et agences de voyages, on retrouve également des signes qui tendent à confirmer une structure similaire. En effet, sur les 40 restaurants enregistrés en 2007, on trouve 15 sociétés anonymes et 25 entreprises individuelles. Toutefois, parmi ces dernières, on observe souvent les mêmes noms de famille pour les propriétaires de différents établissements, à savoir : deux fois Alvarez, Farfan, Flores, Palomino et quatre fois Huaman. De plus le nom de Farfan se retrouve également pour une agence de voyage. A noter que le maire d'Ollantaytambo, David Canal Onton, détient également un restaurant. On peut donc en déduire que ce sont quelques familles privilégiées qui dominent l'activité touristique dans le secteur local, hypothèse confirmée par mes différents entretiens.

La plupart des habitants de la ville tentent toutefois de participer d'une manière ou d'une autre au nouveau secteur économique qui s'est mis en place, la CDD note à ce propos que les services de moto-taxis et taxis se sont également développés de manière désordonnée, posant des problèmes de circulation et de sécurité, puisque les véhicules sont souvent en mauvais état. Le commerce ambulancier et les différents *jaladores* qui foisonnent dans la ville est également une préoccupation pour la population, car ils

⁶² Valenzuela, 1997, cite dans O'Hare et Barret, 1999, p.59

⁶³ CDD, 2006, p.42

introduisent une compétition acharnée et parfois désagréable pour capter les revenus dépensés par les touristes.⁶⁴

Tous ces services se sont construits dans la zone touristique, d'après la définition que j'en ai faite plus haut. Il s'est donc créé une certaine coupure entre les gens habitant cette zone et pouvant profiter entièrement de ce développement et les gens habitant le haut de la ville, ou les touristes s'aventurent rarement. Les habitants des communautés se trouvent quant à eux en situation périphérique par rapport à ce phénomène. Comme décrit plus haut, ils y participent seulement en tant que porteurs, fournisseurs de souvenirs ou travailleurs non payés lorsqu'ils constituent eux-mêmes l'attraction principale. Une deuxième séparation concerne un secteur minoritaire bien articulé aux agences de voyage de Cusco et Lima, en majorité de propriété extérieure et un secteur majoritaire composé de petits établissements et entreprises de propriété locale, en forte concurrence entre eux pour capter les touristes libres. On peut donc remarquer une certaine ségrégation spatiale et sociale qui s'est mise en place entre ceux qui profitent pleinement de ce développement et ceux en sont en partie exclus du fait de leur location ou leur situation.

Tous ces services liés au tourisme sont mis sur pied en pensant aux normes de confort occidental, incluant l'eau courante, l'électricité, les égouts, etc., qui ne sont pas forcément accessibles au reste de la population. Voyons plus en détail l'évolution de l'accès aux services de base et les indicateurs de pauvreté.

Accès aux services de base et taux de pauvreté

Variable		1981		1993		2005	
Nom	Catégories	nb absolus	%	nb absolus	%	nb absolus	%
Électricité	oui	40	3	408	25	1356	63
	non	1286	97	1275	75	785	37
Eau	Courante ds maison	92	7	143	8	857	40
	Courante ds immeuble	0	0	20	1	324	15
	Pilone publique	40	3	278	17	37	2
	Camion-citerne	0	0	17	1	0	0
	Puis	20	2	4	0	2	0
	Rivière ou marais	1174	89	1195	71	886	41
	Autre	0	0	26	2	35	2
Egouts	Connecté dans la maison	12	1	72	4	446	21
	Connecté dans immeuble	0	0	35	2	65	3
	Fosse scéptique	36	3	21	1	234	11
	Pas connecté (rivière)	1278	96	1555	93	1396	65

Tableau 5 : évolution de l'accès au services de base, source : www.inei.gob.pe

⁶⁴ CDD, 2006, p.42

L'accès aux services de base s'est amélioré depuis 1981. On remarque que c'est surtout durant la période 93-05 que cet effet est le plus net. L'accès à un service d'électricité publique s'est le plus démocratisé et il alimente aujourd'hui 63% des foyers. C'est bien sûr le service le plus facile à mettre en place, puisqu'il s'agit de lignes aériennes. La connexion à l'eau courante et aux égouts est plus problématique. On voit toutefois qu'elle s'est grandement améliorée sur la période 93-05, du fait du développement des infrastructures touristiques. Celles-ci doivent impérativement offrir à leurs clients ce genre de services considérés comme basique par les normes de confort occidentales. Leur développement a donc permis à un nombre croissant de familles d'y accéder également. La couverture est limitée à la ville d'Ollantaytambo et surtout aux nouvelles zones urbaines. Si l'eau courante s'est généralisée dans le village historique, y implanter un système d'égout est plus problématique vu la valeur patrimoniale des fondations des maisons et des rues et se limite aujourd'hui au bas de celui-ci. A noter qu'une grande partie de la population, avant tout les communautés indigènes, continue d'utiliser l'eau de la rivière pour leurs besoins et y rejettent leurs déchets, ce qui, si la population augmente risque de poser des problèmes de salubrité.

Niveaux d'éducation	1981		1993		2005	
	nb absolus	%	nb absolus	%	nb absolus	%
Sait lire et écrire	2183	44	4391	64	7054	72
Sans edu	2425	49	31	1	1832	20
Edu initiale	345	7	152	3	3092	34
Edu primaire	1416	28	3321	71	2782	30
Edu secondaire	754	15	1146	24	1295	14
Edu supérieure	52	1	62	1	211	2

Tableau 6 : évolution des niveaux d'éducation, source : www.inei.gob.pe

L'évolution des niveaux d'éducation nous montre une amélioration notable de l'alphabétisation de la population, qui atteint aujourd'hui 72%. Il faut noter ici un problème dans les données recueillies. On voit en effet dans le tableau ci-dessus que la part de personnes sans éducation passe de 49% en 1981 à 1% en 1993 puis remonte à 20% en 2005. Il s'agit à mon avis clairement d'une imprécision dans la collecte des données, cette évolution étant très peu plausible. Nous nous en tiendrons donc ici à considérer le premier et le dernier chiffre, ce qui montre une baisse notable de la population sans aucune éducation entre 1981 et 2005. Un chiffre intéressant ici est celui des personnes ayant reçu une éducation supérieure, qui est passé de 62 en 93 à 211 personnes en 05. Il s'agit probablement de personnes immigrées qui investissent dans le tourisme. C'est en quelque sorte une nouvelle classe de population qui s'installe dans la zone comme corollaire au développement du tourisme. La grande majorité de la population, à savoir 84% n'a par contre qu'une formation primaire en 2005. Cela peut constituer un problème pour travailler dans le secteur touristique. La formation reste donc déficiente, malgré les améliorations mentionnées.

En 1993, il y avait déjà sept étrangers vivant à Ollantaytambo. La proportions de personnes de langue maternelle quechua, celle des indigènes, est tombée entre 1981 et 1993 de 90 à 76 %, dénotant des migration de personnes d'autres régions. Ces chiffres ne

sont malheureusement pas disponibles pour 2005 mais on peut supposer que cette tendance s'est encore accrue.

Malgré des améliorations, la situation sociale reste préoccupante dans le district d'Ollantaytambo. En effet, une grande partie de la population continue de ne pas bénéficier d'accès aux services de base. Une étude de 2002 définit un taux de pauvreté de 44.2% pour la zone⁶⁵. De plus, la population en état de désnutrition et celle présentant des déficits pour l'accès aux services de santé s'élevaient respectivement à 38.9 et 77.2 % en 2002. Les améliorations identifiées ne concernent donc pas l'ensemble de la population. Si l'on se réfère aux critères du développement proposés par Tossun, on peut affirmer que l'amélioration de la couverture des besoins de base des populations pauvres n'a pas été réalisée par le développement du tourisme jusqu'à aujourd'hui. On ne peut pas non plus postuler une réduction des inégalités à l'intérieur de la population locale, la plupart des bénéficiaires du tourisme étant les habitants déjà favorisés en termes relatifs auparavant.

Habitations et structure de la propriété immobilière

Variable		1981		1993		2005	
Nom	Catégories	nb absolus	%	nb absolus	%	nb absolus	%
Type d'habitation	Maison individuelle	1324	99	1389	78	2526	96
	Appartement	0	0	1	0	1	0
	Maison collective	0	0	38	2	59	3
	Cabane	0	0	345	19	26	2
	Local non destiné	2	1	6	1	2	0
Type de propriété	Propriétaire-Usufruit	1174	90	1325	79	1939	90
	Propriétaire hypothèque	16	1	42	3	24	1
	Louée	76	6	107	6	141	7
	Autre	40	3	209	12	37	2

Tableau 7 : évolution de la structure de propriété et du type d'habitation, source : www.inei.gob.pe

Une dernière donnée intéressante concerne le type d'habitation et de propriété qui prédominent à Ollantaytambo. La grande majorité de la population vit dans des maisons individuelles, autant en zone rurale que dans la ville elle-même. Le chiffre de 1993 indiquant que 19% des ménages habitait une cabane est probablement dû à l'immigration de familles qui ont construit elles-mêmes leurs logements, comme c'est le cas dans de nombreuses zones du pays. Ces logements ont ensuite évolués pour être classés comme maisons individuelles en 2005.

La structure de propriété montre que 90% des ménages sont propriétaires de leur logement. On peut donc supposer que la plupart des familles vivent à Ollantaytambo depuis plusieurs générations, opinion confirmée par mes différents entretiens. Un deuxième aspect de ce constat est que les nouvelles habitations construites le sont par des

⁶⁵ CBC, 2003, annexe 3

personnes ayant les moyens d'acheter tout de suite le terrain et le logement, ce qui correspond bien à des entrepreneurs venus se lancer dans l'activité touristique. La part de propriétés louées reste relativement stable, même si l'on voit une croissance en nombre absolus.

Le fait que les habitants ne soient pas disposés à vendre le logement qu'ils ont hérité peut être un atout pour la préservation de la ville historique, puisque ces gens ont une plus grande sensibilité à son caractère historique et seront moins enclins à pratiquer des transformations qui peuvent dénaturer l'endroit. La structure de la propriété semble donc également être en faveur de la population locale. On peut donc faire l'hypothèse que c'est un manque de capital à sa disposition qui l'empêche de mieux profiter des opportunités apportées par le développement du tourisme.

4. Impacts sur l'environnement et risques naturels

Pollution de l'eau et des sols

Comme corolaire à l'augmentation de la population et du tourisme, la pollution de l'eau et des sols est devenu un sujet préoccupant. Selon le CBC, la principale menace pour l'environnement est que les villes en développement ont convertit la rivière Vilcanota en collecteur d'eaux usées et décharge pour les déchets. A Ollantaytambo, comme vu plus haut, un grand nombre d'habitants ne dispose pas de système d'égout et rejette son eau sale directement dans la rivière. L'autre problème grave concerne la gestion des déchets. En effet, un grand nombre de familles, estimé par la CDD à 69%, n'ont pas conscience que le fait de jeter ses déchets dans la nature peut à terme avoir des conséquences néfastes sur l'environnement, et n'utilisent que ce moyen pour s'en débarrasser. Le solde se répartit entre ceux qui brûlent leurs déchets et ceux qui les entèrent (14.3% des familles pour chaque catégorie)⁶⁶. La ville d'Ollantaytambo produit plus de 3.2 tonnes de déchets solides par jour. La majorité de ceux-ci se retrouvent donc dans des décharges informelles autour de la ville.⁶⁷ Un projet est en cours pour créer une décharge dans le district d'Ollantaytambo, sur le site de Pachar, de l'autre côté du Vilcanota, mais des conflits sur sa gestion entre les différentes municipalités a retardé son exécution. Le fait est que le service de ramassage des déchets est déficient, voire inexistant dans certaines zones. Ces problèmes ont été rendus plus visibles par le développement du tourisme puisque le volume de déchets produits a augmenté. Un point positif à ce sujet est que le projet de décharge cité a été pris en main par l'état, avec un financement de la banque mondiale. Des études d'impact environnemental sont donc en cours et on peut espérer la réalisation prochaine du projet.⁶⁸ On note donc encore une fois que c'est une infrastructure inadaptée qui est à la base du problème, conséquente au manque de planification préalable. La mauvaise gestion des déchets peut avoir un impact sur le produit touristique lui-même, en détériorant les paysages et les écosystèmes naturels, qui sont des attractions touristiques en soi.

⁶⁶ CDD, 2006, p.23

⁶⁷ CBC, 2003, p.116

⁶⁸ Voir à ce sujet le site du projet : http://www.mincetur.gob.pe/vilcanota/doc_proyecto.htm

D'autres impacts négatifs sur l'environnement sont identifiables dans le district mais ne sont pas directement liés à l'activité touristique. Il s'agit d'une augmentation des processus d'érosion dus à un usage inadapté des sols pour l'agriculture ou l'élevage. Cette situation découle plutôt de la situation de pauvreté dans les communautés qui les poussent à une utilisation abusive de la terre. L'utilisation d'engrais chimiques est quant à elle préoccupante sur les terres du fond de vallée et contribue également à la pollution des eaux du Vicanota.

Risques naturels

De par son environnement géologique, la ville d'Ollantaytambo présente des risques naturels importants. Comme mentionné plus haut, l'épisode qui a agrandi le cône de déjection du patacancha et repoussé le Vilcanota sur la gauche de la vallée est probablement une descente de laves torrentielles. Un autre épisode du même type a été reporté par Diego Esquivel y Navia en 1679, qui a causé des dommages à la ville.⁶⁹ Une montée des eaux en 2003 a également causé quelques dommages à la vieille ville⁷⁰. Si ces épisodes étaient d'envergure moindre au premier, il est possible qu'un tel événement survienne à nouveau dans le futur. Le ruisseau est en effet alimenté par le glacier Veronica et des chutes de glace ou des précipitations violentes ne peuvent être exclues. La zone la plus à risque est dans ce cas la zone touristique en aval de la vieille ville, d'autant plus que la canalisation du ruisseau peut accélérer le courant à cet endroit. Le développement de la zone s'est fait sans référence aux dangers potentiels ce qui pourrait créer de graves problèmes dans le futur si un tel épisode devait se reproduire. Il serait donc nécessaire de repenser les aménagements en fonction de ce risque.

La montagne située à l'est de la ville, nommée Pinquylluna, présente des risques d'éboulement conséquents. Sa pente très abrupte (70%) avec des parties verticales qui montrent des signes d'instabilité. Deux cônes colluviaux, résultants d'éboulements successifs se localisent au nord-est de la ville, à la limite de la zone urbaine et font craindre un éboulement de grande envergure qui pourrait recouvrir une grande partie de la vieille ville.⁷¹ Comme vu précédemment, des constructions Inca se localisent sur cette montagne : la sculpture de Wiracochan et deux édifices. Ces éléments sont donc également en danger, même si le risque majeur est ici l'ensevelissement de la ville.

Ces risques naturels devaient être pris en compte lors de la construction d'infrastructures destinées au tourisme.

5. Aspects culturels

Les manifestations de la culture locale sont très riches et marquées dans les communautés indigènes du district d'Ollantaytambo. Ses membres utilisent tous des vêtements traditionnels, qui diffèrent légèrement pour chaque communauté, leur conférant un singe

⁶⁹ Carreno, 2006, p. 43

⁷⁰ Carreno, 2006, p. 44

⁷¹ Carreno, 2006, p. 45

distinctif. Il existe plusieurs danses originaires de la zone et encore pratiquées. La structure d'autorité traditionnelle d'ayllus dirigés par un chef est encore en vigueur. Ces chefs sont aujourd'hui les présidents des communautés indigènes et ils participent à l'élaboration des plans de développement, comme nous le verrons plus loin. La zone urbaine est quant à elle une zone de syncrétisme entre une culture traditionnelle, d'origine coloniale et moderne. Comme nous l'avons vu dans l'historique, la ville a connu des changements profonds au début de la période coloniale. Sa population a été modifiée pour inclure plus de métis et d'espagnols, ce qui a certainement eu un impact sur la culture du lieu. Les communautés indigènes, continuant à vivre sur leurs hautes terres, ont continué leur mode de vie traditionnel basé sur la subsistance, malgré le fait qu'ils étaient également employés dans les haciendas. Ils ont donc conservé leur culture vivante.

La colonisation et l'action de l'état indépendant ont tous deux contribué à dévaloriser la culture traditionnelle des Andes. La situation coloniale est une forme d'aliénation collective. En effet, comme les espagnols ne reconnaissaient aucune valeur à la culture locale et pratiquaient sa répression, « l'homme colonisé devient un objet, il doit passer par l'autre -par la civilisation européenne- pour se reconnaître soi-même comme être humain ». ⁷² Le racisme dans la société coloniale, qui place les indigènes en bas de l'échelle, a aussi contribué à dévaloriser la culture originelle et ce sentiment raciste perdure encore aujourd'hui au Pérou entre les habitants des grandes villes, surtout la capitale, et les populations rurales.

La république du Pérou, après son indépendance, sans remettre en question son héritage colonial, s'est lancée dans un projet de modernisation, où la culture traditionnelle s'est trouvée une nouvelle fois dévalorisée. Un bon exemple de ce phénomène, qui perdure encore actuellement, est donné par l'éducation. En effet, le système scolaire a été calqué sur celui de l'Europe, sans être adapté aux réalités locales. Si dans les zones urbaines ce modèle correspond aujourd'hui aux réalités, en zone rurale de culture traditionnelle, il « enseigne une conduite qui ne s'ajuste pas à son monde et au contraire le maltraite, le condamne et le rejette ». ⁷³ Un des problèmes principaux qui en résulte est que lorsque les habitants des villages ou communautés décident de permettre à un enfant de suivre une éducation supérieure, avec l'espoir que celui-ci pourra ensuite mettre ses connaissances au service du développement local, il ne reviendra pas dans la majorité des cas du fait que son éducation est en décalage avec le contexte local et que ses opportunités d'emplois se localiseront avant tout en ville. ⁷⁴

Ces éléments montrent que la culture locale n'était pas une culture vierge préservée lorsque le tourisme a commencé à se développer dans la région, mais a subi des attaques et une dévalorisation depuis cinq siècles. Les populations indigènes subissent « une crise d'identité nationale car on ne leur a pas appris à aimer et à s'identifier à leurs racines...le racisme et la marginalisation ne leur permet pas de s'identifier les uns avec les autres. » ⁷⁵

Les touristes étrangers qui se rendent à Cusco et Ollantaytambo le font avant tout pour des motifs historico-culturels. Ils tendent donc à valoriser les éléments qui font la culture

⁷² Sosa de la Cruz, 2004, p.66

⁷³ Lumbrelas, 1998, cité dans Sosa de la Cruz, 2004, p.78

⁷⁴ Sosa de la Cruz, 2004, p.77

⁷⁵ Sosa de la Cruz, 2004, p.49

et l'identité du lieu. La région de Cusco connaît à ce propos un courant de pensée appelé *incaismo*, qui revalorise son passé Inca. Ce qui était l'histoire locale a été transformé en héritage national puis en icônes touristiques, comme par exemple « la vallée sacrée des Incas » ou localement Ollantaytambo comme la « capitale de l'indianité » ou une « ville Inca vivante ». ⁷⁶ Il en résulte une convergence d'intérêts entre le tourisme et ce courant idéologique. Ce phénomène concerne avant tout les élites locales et les entrepreneurs, qui utilisent des éléments de la culture locale dans la décoration des hôtels et restaurants, mais il a permis également une revalorisation de la culture au travers des yeux des touristes étrangers. Toutefois, les expressions d'une culture authentique « ont une relation étroite avec la provenance, les racines culturelles, les modes de production, le mode de vie familial, en somme, avec leur identité culturelle. » ⁷⁷ Si les manifestations ne proviennent pas d'un vécu et d'un ressenti, elles ne peuvent être authentiques. La revalorisation par le tourisme ne peut donc se traduire par une culture authentique chez les élites qui s'en servent avant tout pour des intérêts commerciaux. On touche là au risque de folklorisation ou *staged authenticity* ⁷⁸ qui caractérise les manifestations culturelles dans des grands complexes touristiques hors de leur contexte d'origine. Dans la ville d'Ollantaytambo, la culture de la population est déjà un mélange de divers apports et le développement du tourisme ne constitue donc qu'un apport supplémentaire. La culture andine authentique, que recherchent les touristes, est encore vivante dans les communautés d'altitude, en partie du fait de leur isolement durant la colonie et la république. Ayant subi des pressions dévalorisantes durant ces périodes, la culture locale est aujourd'hui revalorisée par les yeux des touristes. La culture n'est de toute manière pas un élément figé, mais évolue dans le temps. Son évolution dépendra donc de sa capacité à s'adapter au nouveau contexte. Un élément positif à ce sujet est l'auto-organisation des communautés et leur participation au processus participatif qui sera décrit plus loin. Si les populations indigènes peuvent prendre en main leur développement, on peut faire l'hypothèse que la culture restera vivante et forte, en intégrant des éléments étrangers. Dans l'ensemble, on peut dire que le développement du tourisme contribue à une revalorisation de la culture et dans ce sens favorise l'auto-estime des populations rurales qui la portent. Le nombre de touristes à visiter les communautés indigènes étant encore réduit, on ne peut affirmer pour l'instant qu'ils ont affecté le fonctionnement harmonieux de celles-ci. D'un autre côté, la ville d'Ollantaytambo présentait déjà une culture transformée par différents apports et intégrant des éléments occidentaux. L'afflux de visiteurs n'a donc pas créé une situation d'aliénation de l'identité locale.

⁷⁶ Van den Berghe et Ochoa, 2000, p.8

⁷⁷ Sosa de la Cruz, 2004, p.58

⁷⁸ Voir Mowforth et Munt, 1998, p. 72

6. Conclusions

L'analyse des changements induits au niveau local par le développement du tourisme nous montre une situation contrastée.

Le manque de planification spatiale du développement de l'activité touristique a conduit à une structure spatiale polarisée. Les services d'hébergement et de restauration se sont construits en fonction des attraits touristiques et des voies de communication. Les nouvelles constructions se sont concentrées le long des axes de transport ou à côté du principal pôle d'attraction sur des terrains relativement plats dévolus auparavant à l'agriculture. Les habitants disposants de locaux dans la zone devenue touristique ont profité de l'augmentation du nombre de visiteurs pour les convertir en services touristiques. Il en résulte une concentration des flux de touristes dans cette zone uniquement. Les infrastructures n'ayant pas été adaptés aux nouveaux flux, on observe des problèmes de congestion, de manque de places de stationnement et une augmentation du danger dû à la circulation de véhicules sur des routes non adaptées pour les riverains.

La durée de séjour des touristes est faible et reflète le manque de mise en valeur des nombreuses attractions touristiques potentielles du district.

Au niveau de la structure économique, le paysage est dominé par de petites entreprises locales. Seuls trois hôtels de la ville bénéficient des flux de touristes amenés par les grandes agences de voyage. Il existe donc deux secteurs hôteliers qui fonctionnent en utilisant des réseaux commerciaux différents.

Le secteur qui fonctionne à la manière traditionnelle du tourisme de masse assure ses flux de touristes par l'intermédiaire des grandes agences de voyages, nationales ou internationales. Il peut donc mieux prévoir ses recettes et dépenses et montre des taux d'occupation des lits élevés. Les établissements qui en font partie maintiennent des relations commerciales de longue durée avec les agences et sont donc attentives aux tendances du tourisme mondial, notamment pour ce qui est des préoccupations environnementales et sociales. Leurs normes de confort et de qualité reflètent celles des pays d'origine des touristes.

Les petits établissements, en majorité de propriété locale, dépendent eux des flux de touristes libres. Ils ne sont pas certifiés par le ministère du tourisme et présentent un confort moindre. Sachant que les touristes ne reviendront probablement pas, ils tentent avant tout de maintenir des prix bas pour attirer les visiteurs. La forte compétition entre eux se traduit par un grand nombre de *jaladores* présents dans la ville pour convaincre les potentiels clients. Les préoccupations environnementales ou sociales sont secondaires pour eux.

Cette structure économique semble donc être en faveur de la population locale, de même que la structure de propriété. Il semble toutefois que le secteur local, s'il contribue plus à l'économie locale, n'ait pas de vision à long terme du développement. Le manque de réseaux commerciaux ou de marketing, par exemple au travers d'internet, limite le développement de ce secteur, de même que la mise en valeur déficiente des nombreux attraits identifiés dans le district. On ne peut affirmer dans le cas d'Ollantaytambo que la

domination du secteur local se traduise en une meilleure prise en compte de la durabilité de l'activité. En effet, on note plutôt que ce sont les hôtels classifiés qui sont attentifs aux données environnementales et sociales.

Des améliorations du niveau de vie de la population locale peuvent être observées, notamment au niveau de l'accès aux services de base et à l'éducation. Toutefois, ces améliorations sont limitées au chef-lieu du district et à la zone touristique pour celles qui impliquent des infrastructures physiques. Il en résulte une certaine ségrégation entre les habitants de la zone touristique, qui ont pu profiter au mieux des changements induits, les habitants du reste de la ville, en marge du développement mais qui tentent d'y prendre part et ceux des communautés indigènes, en situation périphérique. Les inégalités restent donc fortes et suivent en partie une structure déjà présente avant le développement de l'activité touristique qui sépare les zones urbaines et rurales. Le taux de pauvreté reste préoccupant en zone rurale. Une deuxième coupure identifiable s'est créée entre les habitants urbains habitant la zone touristique et ceux qui se trouvent en dehors, même si elle est moindre que la première opposition. Le développement du tourisme n'a donc pas drastiquement modifié les inégalités à l'intérieur de la population.

La détérioration de l'environnement pourrait devenir grave si les services de ramassage des déchets ne sont pas adaptés aux nouvelles conditions. D'après les éléments dégagés, on ne peut affirmer que la gestion actuelle soit durable du point de vue écologique.

Au niveau culturel, l'afflux de touristes a provoqué une revalorisation de la culture andine, aspect positif après cinq siècles de dévalorisation par l'état. Le risque qui subsiste est toutefois de voir une augmentation rapide des visiteurs dans les communautés indigènes, ce qui pourrait avoir un impact sur leur fonctionnement. La ville d'Ollantaytambo présente déjà une culture syncrétique et ne risque donc pas de souffrir d'une aliénation culturelle. A noter finalement que des éléments culturels sont utilisés par les entrepreneurs de manière sélective et inauthentique, dans un souci de marketing.

Si l'on se réfère aux critères du développement durable exposés dans le cadre théorique, l'évaluation du développement touristique local est contrastée. Si l'activité permet à la population de trouver de nouvelles sources de revenus, et donc dénote une certaine durabilité du point de vue économique, et n'a pas détérioré la culture locale, les critères sociaux et environnementaux tendent plutôt à définir la situation actuelle comme non durable. Le développement du tourisme n'a pas créé les conditions d'un mieux-être pour l'ensemble de la population et porte des menaces pour l'environnement. Ces problèmes pourraient s'accroître dans le futur si des mesures ne sont pas prises.

La plupart des problèmes identifiés pourraient être réglés grâce à une planification du développement qui semble inexistante jusqu'à maintenant. L'impression qui ressort du développement est une adaptation progressive au flux sans action préalable, et les habitants tentent de s'inclure dans les bénéficiaires de l'activité selon leurs moyens.

d. Gouvernance et participation

1. Acteurs du développement

Institutions étatiques

Il existe plusieurs instances étatiques concernées par le développement du tourisme, dont les fonctions et les domaines de compétence sont parfois flous. Au niveau national, l'activité est sous la juridiction du Ministère du Commerce Extérieur et du Tourisme (MINCETUR). Au niveau régional, ce ministère a des représentations dans chaque département, appelées Direction Régionale (DRIT). Toutefois, ces instances régionales manquent souvent de budget et de pouvoir de décision réels puisque ils sont utilisés avant tout pour la collecte d'informations et l'exécution des politiques, la planification étant un processus centralisé.⁷⁹ Parmi les autres instances nationales qui s'occupent d'affaires touristiques on trouve l'Institut National de Culture (INC) et ses relais régionaux, qui gèrent les ruines ouvertes au public, l'Institut des Ressources Naturelles (INRENA), la police du tourisme et le service de protection des touristes. Toutes ces institutions ont leur siège régional dans la ville de Cusco mais leur aire d'influence inclut Ollantaytambo. Les instances régionales sont composées du gouvernement régional du département de Cusco et la municipalité de Cusco.

Les organismes de l'état central sont la plupart du temps jugées de manière négative par les habitants de la zone. Cette appréciation répond non seulement au fait que les budgets alloués aux programmes dans la région sont souvent faibles, mais également au manque de décisions politiques en faveur des secteurs pauvres du pays. Plusieurs points qui marquent l'attitude et le fonctionnement des institutions sont la cause de l'image négative de l'état central⁸⁰ :

- Peu d'appui aux processus de concertation et de participation
- Fragilité envers les changements politiques, chaque changement de gouvernement implique automatiquement un changement du personnel des agences étatiques
- Clientélisme politique

Au niveau local, les autorités sont la municipalité provinciale d'Urubamba et la municipalité de district d'Ollantaytambo. La municipalité de district est l'acteur par excellence du développement local du fait de sa proximité avec les problèmes locaux et la démocratie directe qu'elle implique, ses représentants étant élus au suffrage universel. De plus, celle-ci inclut maintenant les zones rurales dans ses projets de développement, ce qui constitue un changement fondamental comparé à la situation d'il y a deux décennies.⁸¹ Si elle est perçue par la population comme un acteur clé du développement, la municipalité manque par contre de ressources financières. Sa source principale de revenus est un fond de péréquation appelé FONCOMUN, qui alloue des montants selon un indice de vulnérabilité calculé au niveau communal. Pour Ollantaytambo, cela

⁷⁹ Ladkin et Bertamini, 2002, p.78

⁸⁰ CBC, 2003, p. 37

⁸¹ CBC, 2003, p.38

représente environ 700 000 soles par an (environ 280 000 FRS), ce qui est peu pour un district de dix mille habitants. Ses autres revenus incluent les taxes municipales et la redistribution d'une partie des revenus des ruines gérés par l'INC.

Acteurs privés

A Ollantaytambo, certains acteurs économiques se sont récemment créés en association, appelée AHORA, pour promouvoir l'utilisation de leurs services, notamment en créant un site internet. Cette association ne regroupe toutefois que les hôtels 2 et 3 étoiles présentes et 5 restaurants, c'est-à-dire les entreprises du premier secteur défini plus haut, travaillant avec les agences et de propriété extérieure. Elle est en étroite contact avec l'association des agences de voyages de la ville de Cusco.

On trouve ensuite plusieurs associations liées à l'activité touristique, comme les associations d'artisans que nous avons déjà mentionnés. Leur but est avant tout de gagner des espaces de marché et l'appui d'autres institutions ou ONG, afin par exemple d'obtenir un accès à des crédits pour développer leur activité.

Les communautés indigènes ont également une existence formelle en tant qu'entités au Pérou. Elles sont généralement des sociétés unies et solidaires, dirigées par un chef traditionnel. Dans le district d'Ollantaytambo, on trouve 32 communautés de ce type. Le chef-lieu étant la ville, c'est là qu'elles se rendent pour leurs revendications et manifestations. Elles s'intègrent aujourd'hui dans les espaces de concertation et de participation créés par la municipalité. Ces communautés ont des liens forts avec les associations d'artisans et ont organisé des comités pour résoudre différents problèmes, comme celui de l'irrigation.

Il faut ajouter dans les acteurs privés le rôle prépondérant joué par PeruRail, l'entreprise qui opère le train de Cusco à Machu Picchu depuis 1999, ayant pour actionnaires Orient Express Hôtels Ltd. et Peruval Corp.S.A., des entreprises transnationales. Si cette société opère le service de train, la concession de l'infrastructure est au bénéfice de Ferrocarriles Transandino S.A. pour 30 ans à partir de 1999. Mais le fait est que les actionnaires de cette dernière sont les mêmes que ceux de PeruRail.⁸² De plus Orient Express Hôtels Ltd. détient plusieurs établissements de classe mondiale dans la région, comme les deux cinq étoiles Machu Picchu Lodge et El Monasterio. Nous reviendrons en détail sur cette situation en analysant le conflit pour la gestion de la ligne ferroviaire.

Deux ONG sont également présentes à Ollantaytambo. La première, ARARIWA, s'occupe d'amélioration des techniques d'agriculture et de commercialisation des produits en vue du développement rural. Elle a notamment collaboré à l'élaboration du plan de développement 2012 en fournissant ses locaux et son expertise. La deuxième est ANDES, qui tente de diminuer la pauvreté dans les zones rurales.

⁸² CBC, 2003, p.64

On trouve finalement un dernier acteur d'importance qui est le Syndical Unique des Porteurs (SINDUP) créée en 2001. Basé à Cusco, il est d'importance à Ollantaytambo puisque tous les porteurs recrutés sur le *camino Inca* en sont membres. Ce syndicat défend les droits des porteurs en échange d'une cotisation mensuelle d'un sol et il compte à ce jour plus de 6000 membres.

2. Conflits

Le pouvoir, la légitimité et les intérêts des différents acteurs varient fortement. Une analyse de quelques conflits en cours devraient nous informer plus en détail sur les modalités réelles de la gouvernance dans la région.

Le conflit entre les porteurs du *camino Inca* et les agences de voyage

Actuellement, plus de 8000 porteurs travaillent sur le *camino Inca*. La plupart d'entre eux sont des paysans parlant le quechua. Ils portent le matériel nécessaire aux touristes pour un trek de deux à cinq jours sur d'anciennes routes Inca qui mènent à Machu Picchu : tentes, sac de couchage, aliments, ustensiles de cuisine, médicaments, etc. Comme mentionné plus haut, la plupart d'entre eux sont originaire des communautés paysannes d'Ollantaytambo, même si le bouche à oreille pour cette activité ne nécessitant pas de formation préalable a mené à un afflux de personnes d'autres zones rurales également. Le règlement d'utilisation du *camino Inca*, promulgué en 2000,⁸³ y a interdit l'entrée aux touristes libres et donc augmenté le besoin de porteurs puisque tous les touristes doivent désormais passer par une agence de voyage. En 2001, l'unité de gestion du site de Machu Picchu a organisé une journée de formation pour les porteurs, afin de les sensibiliser aux fonctions des différentes institutions et les informer sur la gestion des ressources naturelles et les déchets et leurs donner des connaissances de base sur les ruines archéologiques du *camino Inca*. Comme les porteurs recevaient un carnet officiel à la fin de la formation, celle-ci a attiré des milliers de personnes. Ces personnes ont pris conscience de leur importance en tant que groupe et ont commencé à formuler des revendications. Ainsi, cette même journée, ils ont choisi un groupe de huit dirigeants avec une expérience associative et ont formé le *Sindicato Unico de Porteadores* de Cusco. Ce processus a conduit petit à petit à une plus grande légitimité des revendications formulées par les porteurs auprès des agences de voyage. Comme conséquence directe, le 21 décembre 2001, la loi du porteur (n°27607)⁸⁴ a été approuvée par le congrès, définissant un poids par personne limité à 20kg, une rétribution minimale de 70 soles pour quatre jours de travail et l'obligation pour les agences d'assurer aux travailleurs des conditions adéquates (aliments, matériel pour dormir et vêtements). Toutefois, cette loi n'a pas été respectée jusqu'à aujourd'hui par les différentes agences. La compétition acharnée entre les agences pour offrir le service au prix le plus bas, ainsi

⁸³ CBC, 2003, p.70

⁸⁴ www.elperuano.com.pe, normas legales

que le fait que la majorité d'entre elles sont des entreprises informelles, conduisent encore aujourd'hui à beaucoup d'abus de la part de celles-ci et au non respect de la loi, comme en témoigne un article du journal El Correo du 31 janvier 07. Des divisions sont également apparues au sein du syndicat des porteurs, et il existe à l'heure actuelle trois associations différentes.

Le conflit se perpétue donc encore aujourd'hui, menant à des actions de manifestations et de blocage des porteurs pour faire respecter leurs droits, la plupart ayant pour théâtre Ollantaytambo, comme celle de 2006, qui a vu des affrontements avec la police⁸⁵. Le fait est que les agences de voyages disposent d'un certain pouvoir dans ce conflit puisque ce sont elles qui font travailler les porteurs. Le syndicat se n'a pas les moyens par lui-même de faire respecter la loi et le ministère du travail, à qui se rôle est attribué, se désintéresse totalement du conflit.⁸⁶ La situation de pauvreté des communautés d'Ollantaytambo et des environs est fondamentale ici, puisque les agences en profitent dans le sens où elles savent qu'elles trouveront toujours des porteurs pour effectuer le travail, créant des divisions à l'intérieur de ceux-ci. Les tensions sont donc latentes et pourraient déboucher sur des nouvelles actions violentes. De plus, un tel conflit peut avoir des conséquences à long terme sur le développement durable de l'activité touristique. En effet, tant que leurs droits ne sont pas respectés, on peut douter du fait que les porteurs appliqueront les règles de préservation du *camino Inca*, notamment pour ce qui est de la gestion des déchets.

Le conflit pour la répartition des revenus du *bolleto turístico del cusco*

Le *bolleto turístico del cusco* permet l'entrée des visiteurs 15 attractions touristiques de la région : la cathédrale, le couvent de Santa Catalina, quatre musées de la ville de Cusco, les sites archéologiques de Sacsaywaman, Q'enqo, Pikillacta, Tambomachay et Tipón, proches de la ville, et les sites de Pisac, Chincheros et Ollantaytambo, dans la vallée sacrée des Incas. Son comité de gestion a été créé en 1978 sur décision du conseil des ministres avec une distribution des bénéfices à hauteur de 50% pour la municipalité de Cusco, 30% pour l'INC, 10% pour le DRIT et 10% pour l'évêché de Cusco. Lorsque les trois monuments de la vallée sacrée ont été intégrés dans le billet en 1986, il a été décidé après demande expresse des autorités locales, de verser à chacune des municipalités de district 2.08% des revenus. Les revenus du *bolleto turístico* sont importants, même si des données sont difficiles à obtenir. La seule source dont je dispose qui les mentionne fait état de plus de 7 millions de soles (environ 3 millions de FRS) de janvier à septembre 2003.⁸⁷

Les trois municipalités de la vallée sacrée se mobilisèrent en février 2003 pour demander une nouvelle redistribution des bénéfices leur attribuant 10% des bénéfices à chacune ou la création d'un nouveau billet uniquement pour la vallée sacrée. Après consultation des autres acteurs impliqués, le comité accepta d'augmenter la part des municipalités à 3.8%. Cette solution n'était toutefois pas satisfaisante pour ces dernières ni pour la population de la vallée, qui avait l'impression que les revenus de l'activité touristique lui passaient sous

⁸⁵ Lucha Indígena, 2006, document non publié

⁸⁶ CBC, 2003, p.74

⁸⁷ CBC, 2003, p.84

le nez. Ainsi, le 14 août 2003, se déclara une grève générale dans la vallée. Les principales actions eurent lieu à Ollantaytambo. Les manifestants, se sentant lésés, ont procédé à un blocage de la voie ferrée reliant Machu Picchu, immobilisant ainsi plusieurs centaines de touristes. La réponse de l'état a tout d'abord été la répression. Il est retranscrit dans l'acte municipal qu'un contingent de 300 policiers anti-émeute armés à été envoyé pour dégager les trains bloqués et que les affrontements ont fait de nombreux blessés.⁸⁸

Suite à ces actions, un autre acteur a décidé de s'emparer du sujet, à savoir le congressiste Manuel Figueroa, originaire de la province d'Urubamba, en proposant d'apporter un nouveau projet de loi devant le congrès. Si la réponse n'a pas été immédiate, force est de constater que ces actions ont été décisives puisque le gouvernement a finalement voté une loi qui fixe la redistribution des revenus des ruines en accordant 40% de ceux-ci aux municipalités de district et 20 aux municipalités provinciales, le reste restant au moins de l'INC pour 30% et au DRIT pour 10%. (Loi n°28719 promulguée le 22.04.2006) A noter que l'évêché ne reçoit plus rien de ces revenus. Cela est lié au fait qu'entre temps, la cathédrale de Cusco a été fermée au public en raison de son état de détérioration.

Ce conflit illustre bien la position des municipalités de district face à la centralisation qui caractérise le pouvoir des institutions étatiques. Si leurs demandes étaient légitimes, au vu de situation de pauvreté qui règne dans leurs districts et l'arbitraire de la répartition adoptée, les municipalités étaient dans une situation vulnérable car elle n'avaient pas de pouvoir de pression sur les autorités étatiques. Finalement, la seule solution pour elles a été de soutenir des actions de protestations. Celles-ci ont eu une influence surtout parce qu'elle concernait également des touristes en route pour visiter Machu Picchu. Au vu de l'influence de l'image d'un pays pour l'attraction des touristes, le gouvernement s'est vu obligé de se manifester, même si ce fut avant tout par la répression. Mais finalement, le conflit s'est plutôt soldé par un processus classique du pouvoir politique au Pérou, à savoir le clientélisme. En effet, le congressiste qui a mené le projet de loi pour être voté est originaire de la province d'Urubamba, on peut donc penser qu'il y voyait surtout un intérêt électoral.

Le conflit sur l'opération de la ligne ferroviaire

Un conflit qui oppose directement une entreprise transnationale à la population de la zone est celui qui concerne la ligne ferroviaire. Comme mentionné précédemment, depuis sa privatisation en 1999, celle-ci est opérée par PeruRail S.A. qui se trouve en situation de monopole puisque ses actionnaires détiennent également la société qui gère la concession de la ligne. Un exemple de cette situation est qu'en 2002, une autre entreprise a essayé de profiter de la loi de libre marché pour opérer également le service de transport à des prix plus bas. Cette société avait pour actionnaires majoritaires une association de 150 vendeurs ambulants du village de Machu Picchu. Elle a reçu en mars 2003 l'accès à la ligne mais celui-ci fut annulé en juillet de la même année en invoquant le fait que

⁸⁸ Municipalidad distrital de Ollantaytambo, acta municipal del 14.08.03

l'entreprise ne remplissait pas les conditions nécessaires, rendant ainsi effectif à nouveau le monopole de PeruRail.⁸⁹

Les réclamations de la population locales à l'égard de PeruRail sont nombreuses. Elles concernent les horaires du train local, fixés entre cinq et six heures du matin, la qualité du service, le mauvais traitement des passagers locaux et des porteurs du *camino Inca*, et les prix trop élevés. Il faut mentionner que PeruRail divise ses services entre les touristes et la population locale. Les deux ne peuvent utiliser les mêmes trains et ne paient pas les mêmes tarifs. L'association des agences de voyages de Cusco s'est d'ailleurs également plaint des prix pratiqués pour les touristes libres, trop élevés et décourageants pour nombre d'entre eux. Le prix du billet aller-retour d'Ollantaytambo à Machu Picchu était de 78 dollars US pour la classe la moins chère en janvier 2007, pour un trajet de 3 heures environ. Selon un congressiste de Cusco, « un kilomètre dans ce train est plus cher qu'un kilomètre en avion ».⁹⁰

PeruRail se défend des différentes accusations en invoquant le fait qu'elle opère un train local à des tarifs subsidiés et qu'elle ne fait pas de bénéfice sur ce service. Toutefois, selon ses détracteurs, l'entreprise affiche un bénéfice de plusieurs millions de dollars par année.⁹¹

Malgré plusieurs manifestations contre l'entreprise, celle-ci n'a jusqu'à aujourd'hui pas modifié sa politique, puisqu'elle se trouve en position dominante. Les organismes étatiques chargés de réguler la libre concurrence ne se sont quand à eux jamais manifestés et l'INC semble se satisfaire de la situation puisque elle lui permet un certain contrôle des flux de touristes vers Machu Picchu. Les municipalités de district, la population, les porteurs et les agences de voyages se trouvent en position vulnérable, puisque malgré leurs réclamations, elles n'ont d'autre choix que de continuer à utiliser les services de PeruRail, vu la situation de monopole. Le conflit est donc asymétrique et il ne semble pas qu'une solution négociée peut être trouvée puisque l'entrée d'un autre opérateur semble impossible. La seule évolution qui pourrait influencer la situation serait la construction d'une autre route vers la citadelle Inca qui casserait le monopole et rétablirait une concurrence pour PeruRail, l'obligeant peut-être à revoir ses tarifs.

Le conflit sur la construction d'une route vers Machu Picchu

Comme vu dans la partie historique, la ligne ferroviaire avait été construite à l'origine pour relier Cusco aux provinces de la Selva Alta, notamment à Quillabamba. La route qui relie ces deux villes, passant par Ollantaytambo, est en effet non goudronnée et en mauvais état. Le trajet par route est donc beaucoup plus long. En 1988, un éboulement à coupé la ligne entre Machu Picchu et Quillabamba, à hauteur de la ville de Santa Teresa. Depuis cette date, la ligne n'a jamais été remise en état et les provinces en aval se sont retrouvées plus isolées. La situation est particulièrement difficile pour le district de Santa Teresa, localisé à 12km en aval de Machu Picchu, et relié uniquement à Quillabamba par une route en très mauvais état. Les districts de la province de La Convencion sont parmi

⁸⁹ CBC, 2003, p.65

⁹⁰ RPP Noticias du 06.11.06, http://www.rpp.com.pe/portada/nacional/54525_1.php

⁹¹ Lucha Indigena, 2007, document non publié

les plus pauvres du département. Dédiés principalement à la production agricole, ils ne profitent absolument pas du tourisme puisque ils sont très difficilement accessibles. Des revendications des populations ont donc commencé à se faire entendre, qui se sont cristallisées autour de l'idée de construire une route et un pont pour les relier à Machu Picchu et donc à la ligne ferroviaire, afin de pouvoir acheminer leurs produits vers les marchés de Cusco et attirer également des flux touristiques. En effet, pour atteindre Cusco par la route de Quillabamba, il faut 15 heures de camion aux habitants de Santa Teresa, alors qu'avec la nouvelle voie, 3 heures suffisent.⁹²

Le fait est que cette route traverserait la zone de protection de la citadelle Inca, et le plan de gestion de ce sanctuaire, élaboré par l'INC en collaboration avec l'UNESCO, interdit formellement un accès routier au site. Il est clair qu'un tel accès augmenterait la pression des visiteurs, commerçants et immigrants sur cette zone naturelle protégée.

D'un autre côté, la demande des habitants de la zone est légitime, puisque elle concerne leur possibilité de développement. A ce propos, Lucha Indígena rapporte que lors des différentes manifestations, la population criait « puente o muerte »⁹³. Si toutes les institutions étatiques, INC, INRENA et gouvernement, se sont opposés à un tel projet, le gouvernement régional de Cusco a décidé de le soutenir. Au niveau des acteurs privés, les populations des districts de la zone y sont très favorables, de même que les agences de voyage de Cusco qui pourraient proposer une visite moins chère puisque le voyage en bus reviendrait à 4 dollars.⁹⁴ L'entreprise PeruRail y est par contre fortement opposé, puisque elle pourrait perdre son monopole.⁹⁵ Un congressiste a d'ailleurs dénoncé le fait que selon lui, l'opposition à la construction du pont vient d'entreprises importantes du secteur touristique, qui redoutent plus de concurrence.⁹⁶ PeruRail est même directement mis en cause par un autre parlementaire, qui l'accuse de jouer d'influence pour éviter la construction.⁹⁷ Le conflit était latent depuis plusieurs années mais les choses se sont précipitées en 2006. Sous la pression de la population, qui a menacé d'occuper la citadelle de Machu Picchu et de commencer une grève générale,⁹⁸ la municipalité et le gouvernement régional ont décidé de réaliser le projet contre l'avis des autres acteurs. Ils ont ainsi demandé une étude technique de faisabilité, puis le pont a été construit et inauguré le 25 mars 2007, malgré le fait qu'il ait été déclaré illégal par la cour suprême de l'état⁹⁹. Suite à cela, l'UNESCO, qui avait déjà fait part de ses préoccupations face au projet a décidé d'envoyer en avril 2007 une commission chargée de définir si Machu Picchu devait être placé sur la liste des patrimoines mondiaux en danger. Si cette mesure n'a pas été prise finalement, ce conflit nous renseigne sur les forces en jeu dans la région. Il semble que l'état central soit plus proche des intérêts des grandes entreprises, dans ce cas PeruRail, et de l'UNESCO. De plus, le gouvernement avait lancé une campagne de promotion pour faire élire Machu Picchu comme merveille du monde, on peut donc penser qu'ils ne voulaient aucune publicité négative en rapport avec le site. Le gouvernement

⁹² <http://www.aporrea.org/actualidad/n90129.html>

⁹³ Lucha Indígena, 2006, document non publié, traduction : « le pont ou la mort »

⁹⁴ <http://www.aporrea.org/actualidad/n90129.html>

⁹⁵ CBC, 2003, p.79

⁹⁶ RPP Noticias, du 10.11.06, http://www.rpp.com.pe/portada/nacional/54932_1.php

⁹⁷ RPP Noticias, du 06.10.06, http://www.rpp.com.pe/portada/nacional/54525_1.php

⁹⁸ Tnews, du 11.07.06, http://www.tnews.com.pe/not_am/nml10706.htm

⁹⁹ El comercio du 26.03.07, article online

régional a quand à lui cédé aux pressions de la population sur une revendication qui semble légitime puisqu'elle concerne le développement local d'une population jusqu'alors en situation périphérique. Schématiquement, la question est donc de savoir si ce sont les intérêts de préservation d'un site patrimoine mondial de l'humanité ou ceux du développement local qui doivent avoir la priorité.

3. Développement d'un processus participatif

Si la participation dans la planification touristique est inscrite comme principe dans les documents officiels, suivant le paradigme de développement durable, sa mise en pratique réelle est restée très limitée jusqu'à aujourd'hui. Une étude réalisée en 2002 sur la collaboration dans le processus de planification touristique dans la région de Cusco peut nous informer à ce propos.¹⁰⁰ Malgré le fait que tous les acteurs, publics ou privés, reconnaissent les bénéfices potentiels d'une telle approche, dans la pratique elle reste très limitée. Les acteurs privés de la région n'ont par exemple pas été consultés pour l'élaboration d'un plan de développement touristique en 1999. Les autorités régionales et locales invoquent quant à elles un manque de budget et de pouvoir de décision réel pour soutenir des projets participatifs, la planification étant faite de manière centralisée par les autorités nationales. De plus, les rôles des différentes agences étatiques sont souvent mal définis et se recoupent, ce qui rend difficile un dialogue constructif avec les autres acteurs. Les habitants des communautés sont de leur côté persuadés que leurs opinions et revendications ne seront de toute manière pas prises en compte, ce qui les décourage de s'investir dans de tels processus.

Jusqu'au milieu des années 90, il n'y avait pas d'implication des acteurs locaux dans les plans de développement à Ollantaytambo. L'une des explications est peut-être contenue dans le fait que l'organisation politique dans le Pérou rural est restée très faible avant cette période. On n'observe par exemple pas de grandes confédérations de mouvement indigènes qui commencent à avoir une résonance et un pouvoir croissant dans d'autres pays andins, comme l'Équateur ou la Bolivie. Selon Yashar¹⁰¹, cela s'explique en partie par le passé politique du pays. En effet, durant la guerre civile qui a ravagé les Andes durant les années 80 et au début des années 90, la répression politique était très forte, autant de la part de l'armée que du mouvement révolutionnaire *Sendero Luminoso*. De nombreux leaders locaux ont été assassinés durant cette période, ce qui a considérablement limité les possibilités d'organisation et a retardé au Pérou l'émergence de mouvements de défense des indigènes. À partir de la moitié des années 90, des ONG ont se sont fait plus présentes dans la vallée du Vilcabamba, simultanément au développement accéléré du tourisme. Leurs programmes de capacitation et de formation ont été fondamentaux pour la naissance d'une conscience locale au niveau politique¹⁰², jumelée avec l'observation des habitants des impacts du tourisme, décrits plus haut. Dès lors, des revendications ont été formulées par les habitants et un espace d'organisation

¹⁰⁰ Ladkin et Martinez, 2002

¹⁰¹ Yashar, 2005

¹⁰² CDD, 2006, p.13

politique a commencé à se créer. Des organisations de base ont commencé à s'institutionnaliser, notamment des associations de femmes ou de producteurs, qui petit à petit ont recréé la base du tissu social détruit par la guerre civile et ont permis à des leaders d'émerger. Mentionnons encore que l'organisation de défense des indigènes *Lucha Indígena*, dirigée par Hugo Blanco, très connu au niveau national, a soutenu également les différents processus d'organisation.

La municipalité d'Ollantaytambo a eu un rôle prépondérant pour le développement d'un processus participatif. Un comité de développement du district (CDD) a été créé dans cette municipalité en 1995 déjà. L'organe créé a pour but de contribuer au développement du territoire en incluant tous les habitants et autres acteurs dans un processus participatif. Toutefois, il n'a commencé à fonctionner qu'à partir de 1999.¹⁰³ Mais une réelle impulsion au processus a été donnée en 2002 avec l'élection d'un nouveau maire, qui est également automatiquement le président du CDD. Canal Onton a convoqué les représentants des communautés indigènes, des associations privées, des ONG et des institutions publiques afin d'échanger leurs idées et de pouvoir construire une vision commune du développement du district. Le document publié en 2006 mentionne qu'il est nécessaire de coordonner les objectifs des différents acteurs, du fait que la municipalité n'a pas les ressources disponibles pour répondre à toutes les demandes des habitants. Il propose donc des pistes d'action afin de maximiser les impacts positifs des différents projets. Les ONG présentes à Ollantaytambo ont largement contribué au succès de l'entreprise, notamment ARARIWA, qui a mis à disposition ses locaux et a imprimé le texte final. Organisé en organe démocratique avec une assemblée générale incluant aussi bien les associations privées et publiques que les habitants, il a créé des commissions pour étudier les différents problèmes auxquels est confronté le district et proposer des solutions à long terme. Il est intéressant de noter à ce propos que la seule institution d'état, que ce soit au niveau régional ou national, à avoir participé à ce projet est l'INC. Par contre, au niveau local, on note la participation de tous les acteurs concernés : associations d'artisans, centre de santé et d'éducation, associations culturelles, ONG, fédération des porteurs, présidents des communautés indigènes ou encore agence agricole.¹⁰⁴ Le processus n'a donc pas été soutenu par l'état, ni par les agences touristiques ou encore l'entreprise qui opère la ligne ferroviaire.

L'un des mécanismes novateurs préconisés par le plan de développement est le budget participatif, afin d'assurer un contrôle citoyen des actions de la municipalité.¹⁰⁵

L'une des principales avancées de la création de cet organe et du plan de développement est que désormais c'est un organe unique qui négocie avec les différents ministères et institutions les plans à mettre en œuvre dans le district.

Selon une étude de 2003, cet organe participatif est maintenant pleinement institutionnalisé et « l'espace de concertation fonctionne de manière continue et il existe un capital social accumulé ».¹⁰⁶ Comme déjà mentionné, un des points positifs est que les dirigeants des communautés indigènes sont impliqués dans le processus et que les plans de développement incluent les zones rurales du district. Le document publié en 2006 présente une analyse approfondie des problèmes de développement rencontrés et propose

¹⁰³ CBC, 2003, p.52

¹⁰⁴ CDD, 2006, annexe 1

¹⁰⁵ CDD, 2006, p.1

¹⁰⁶ CBC, 2003, p.52

des solutions. Les objectifs définis par le CDD sont très explicites et méritent d'être exposés

- En 2012, les agriculteurs des communautés indigènes du district auront développé de manière durable l'agriculture, en obtenant des productions organiques certifiées et articulées au marché régional, national et international, qui augmentera leurs revenus économiques.
- Diminuer les indices de morbidité et de mortalité dus aux principales maladies en développant un service de santé de qualité pour tous les habitants avec leur participation active
- Mettre en place une éducation compétitive et de qualité qui revalorise la culture millénaire dans une infrastructure adaptée
- Permettre la création d'emploi et soutenir l'émergence de petites entreprises locales notamment dans le domaine du tourisme participatif, écologique et culturel qui met en valeur les ressources locales
- Protéger et apporter une qualité de services optimum autant à la population locale qu'aux touristes et garantissant l'ordre et la tranquillité.¹⁰⁷

Ces objectifs stratégiques sont ensuite développés en proposant plusieurs projets d'infrastructure ou de développement de services. Malgré tout le bien fondé d'une telle approche, il existe plusieurs obstacles à l'exécution effective des différents projets. Le premier et fondamental est le capital économique. Si l'on s'intéresse à un tableau de vulnérabilité, proposé par le CBC¹⁰⁸, on s'aperçoit que ce sont avant tout les communautés indigènes et les associations locales qui participent aux projets, alors que le capital économique est surtout détenu par les entreprises privées. L'un des problèmes du document de la CDD est qu'aucun budget n'est défini pour les différents projets. Et la municipalité n'a que des ressources limitées, comme elle le mentionne elle-même en introduction au document. Les différents projets devront donc soit être négociés avec des institutions étatiques, comme le ministère des transports ou de l'éducation, soit soutenus par des ONG. Le deuxième obstacle concerne donc le milieu institutionnel. Au vu de l'attitude de l'état central, dont nous avons déjà parlé, il est peu probable qu'une grande partie des projets voie le jour. La municipalité et les habitants devront donc trouver eux-mêmes les ressources nécessaires, et au vu des différents conflits exposés plus haut, on peut supposer qu'il faudra encore passer par des manifestations ou des actions de blocage pour que leur voix soit entendue.

4. Conclusions

Les processus de prise de décision dans la zone étudiée sont mal définis et les conflits sont fréquents. Il en résulte une situation de lutte latente entre les différents intérêts des différents groupes.

¹⁰⁷ D'après CDD, 2006, p.44-45, traduits et résumés par l'auteur

¹⁰⁸ CBC, 2003, annexes

Le processus participatif commencé à Ollantaytambo semble être institutionnalisé et à permis de développer des capacités sociales pour ses différents acteurs. D'après la classification de Petty, présentée dans le cadre théorique, ce processus local peut être classifié comme participation interactive. La population participe en effet dans l'élaboration des plans d'action à travers ses associations et organisations qui s'en trouvent renforcées. Le fait que le processus ait démarré sur l'impulsion de la municipalité et sans aide d'institutions externes, si ce n'est les ONG, tendrait même à le classer sous l'entête d'auto-mobilisation. Un certain nombre de problèmes surgissent toutefois quant à l'application des mesures et projets définis. En effet, nous avons pu apprécier à travers les différents conflits que même lorsque les revendications sont portées par les municipalités locales, elles n'ont que peu de chances d'aboutir. Ces instances doivent souvent se reposer finalement sur la mobilisation de la population pour que leurs demandes soient entendues, comme ce fut le cas pour la répartition des revenus du *bolleto turístico* par exemple. La municipalité est un acteur vulnérable et détenant peu de pouvoir et de ressources économiques pour exécuter les projets définis. Ce manque de ressources correspond à une des limites à la participation au niveau structurel, comme définies par Tossun. Par contre, les autres limites structurelles ne se retrouvent pas dans notre cas. On n'observe en effet pas d'attitudes négatives de la part de professionnels du secteur, ni de domination des élites dans le processus. Si le système légal est adapté à un tel processus, c'est plutôt les règles et modalités de la gouvernance qui posent problème dans notre contexte, les lois formelles n'étant souvent pas ou mal appliquées au Pérou. Les limitations au niveau culturel sont contredites par les observations faites pour notre cas. En effet, ce sont avant tout les communautés locales, qui sont les populations pauvres, qui se sont mobilisées pour prendre part au processus. Les entreprises privées sont par contre absentes du processus, alors que ce sont elles qui disposent d'un capital économique. Les principaux freins au processus participatif à Ollantaytambo se trouvent au niveau opérationnel. Comme nous l'avons déjà vu, la planification, dans notre cas dans le domaine du tourisme, est centralisée au niveau national. Il est donc très difficile que les actions et projets définis au niveau local aient une résonance au-delà et puissent être intégrés dans la planification de l'état. De plus, on note un manque de coordination entre les différentes institutions étatiques, dont les rôles et fonctions sont mal définis. L'information qui émane de ces institutions ne circule pas ou peu au niveau local, ne permettant pas aux instances locales d'y répondre. Comme on a pu le voir au niveau des différents conflits, l'action de l'état central se limite à des considérations macro-économiques ou des objectifs nationaux au niveau du tourisme et ne prend pas en compte le développement local. De plus, les intérêts des grandes entreprises transnationales, dans notre cas PeruRail, et des institutions internationales, comme l'UNESCO, semblent avoir plus d'impact sur les politiques nationales que les revendications locales. Et l'application des lois, lorsqu'elles favorisent des acteurs locaux, comme les porteurs, restent souvent uniquement théoriques. La réussite du processus participatif se limite donc pour l'instant à l'échelon local, sans que ses conclusions soient prises en compte par les instances étatiques chargées de la réalisation des infrastructures ou de la planification territoriale.

VII. Conclusion

Les hypothèses de travail que nous avons définies sont pour la plupart vérifiées dans le cas d'Ollantaytambo. L'activité touristique est en effet planifiée de manière centralisée selon des objectifs macro-économiques qui relaient les préoccupations de développement local au second plan. La participation locale dans les processus de décision n'est en effet pas soutenue par les grandes entreprises et le gouvernement central. Toutefois, nous avons vu que les limites à la participation définies par Tossun ne sont pas toutes vérifiées au niveau structurel et culturel. Les limites opérationnelles découlant de la centralisation étatiques sont par contre présentes et empêchent l'exécution des projets définis par le plan de développement concerté. La mobilisation des populations et communautés locales a mis en évidence des conflits qui étaient latents avec l'état et les grandes entreprises pour la répartition des revenus de l'activité touristique. Si une structure inégalitaire de la répartition de ces revenus a pu être décelée au niveau local, elle n'est toutefois pas la cause principale de la gestion non durable de l'activité touristique, et elle suit des divisions pour la plupart existantes avant le développement du tourisme. Un point intéressant que nous avons relevé à ce propos est que la domination d'un petit entrepreneuriat local ne signifie pas une plus grande prise en compte des facteurs environnementaux et sociaux. C'est même le contraire qui se vérifie dans notre cas.

Les principaux problèmes qui découlent du développement touristique à Ollantaytambo pourraient être adressés par une planification du développement et une adaptation des infrastructures existantes aux nouveaux flux de personnes et de marchandises. Si la municipalité a la légitimité pour définir les priorités, notamment au travers du processus participatif mis en place, elle manque de ressources financières pour les exécuter. On peut donc conclure que l'état central devrait jouer un rôle plus actif, soit en prenant en main les différents projets proposés, soit en redistribuant des ressources en direction de la municipalité. Le retrait de l'état de sa participation dans l'économie depuis les années 90 a ouvert un plus grand champ d'action à l'entreprise privée. Ces dernières investissent pour créer des services touristiques mais ne tiennent pas compte des problèmes d'infrastructure, d'environnement ou d'équité sociale. Ce n'est d'ailleurs pas leur rôle dans une économie de marché. Les problèmes identifiés à Ollantaytambo sont certainement présents également dans d'autres destinations au Pérou. Une manière de les adresser serait donc de redéfinir le rôle de l'état dans le développement local et la planification touristique afin de sortir d'un modèle qui s'adapte uniquement *a posteriori* à la demande du marché.

On ne peut pas toutefois conclure que le développement du tourisme soit une chose négative à Ollantaytambo. D'ailleurs aucune des personnes avec qui je me suis entretenu n'a exprimé cette opinion. Le tourisme est une opportunité de développement fondamentale vu la situation de précarité dans laquelle se trouve le secteur agricole dans les Andes péruviennes. Et cette situation risque encore de devenir plus difficile dans l'optique d'un traité de libre-échange qui est actuellement négocié avec les Etats-Unis, qui mettraient en concurrence directe l'agriculture à faible productivité des zones andines avec les produits de l'agriculture industrielle américaine. Le futur d'Ollantaytambo doit donc se baser sur le développement du tourisme, vu les nombreux attraits dont le district

dispose, d'ordre historiques, archéologiques, culturels et naturels. Cette activité permet à une grande partie de la population de diversifier leurs revenus tout en revalorisant la culture locale. Les problèmes liés à ce développement ayant été identifiés par un plan de développement local basé sur un processus participatif, les capacités d'y répondre ne font pas défaut. Finalement, il manque surtout une collaboration efficace avec des institutions étatiques conscientes du rôle fondamental du développement local pour le bien-être des populations.

VIII. Bibliographie

- Apostolopoulos et al., *The sociology of Tourism*, Routledge, London, 1996
- Ascencion Ugarte F., *Turismo sostenible en el Peru*, Uni. Ricardo Palma, Lima, 2005
- Brohman J., *New directions in tourism for third world development*, in *Annals of Tourism Research*, Vol 23, n.1, pp. 48-70, 1996
- Canal Onton D., *Ethnohistoria y tecnologia Inka, Ollantaytambo*, Ollantaytambo, 2005, document non publié
- Carreno R., *Conjuntos arqueologicos y peligros naturales en el Valle Sagrado de los Incas-Cusco*, in *Boletin de Lima*, Vol. 28, n.144, 2006
- Casado M., *Peru's Tourism Industry*, Cornell University, 1998
- Centro Bartolomé de las Casas (CBC), *Evaluacion Social e Institucional y Analisis de Riesgos en el valle del Vilcanota- Cusco*, Cusco, 2003, document non publié
Reglamento de organizacion y funciones de las autoridades politicas, document non publié
- Comité distrital de desarrollo de Ollantaytambo-CDD, *Plan de desarrollo concertado al 2012*, Ollantaytambo, 2006, document non publié
- Cornelissen S., *The global tourism system*, Ashgate, Hants, 2005
- Desforges L., *State tourism institutions and neo-liberal development : a case study of Peru*, in *Tourism Geographies*, Vol 2, n. 2, pp. 177-192, 2000
- Gastelo et al., *Atlas regional del Peru: Cusco*, Peisa, Lima, 2004
- Glave L.-M., *Estructura agraria y vida rural en una region andina: Ollantaytambo entre los siglos XVI y XIX*, CBC, Cusco, 1983
- Gutierrez Samanez J., *La destruction del patrimonio monumental del Cusco*, Lluvia, Cusco, 2000
INC, *Lineamentos y programas de politica cultural del Peru*, Lima, 2002
- Ladkin et Bertamini, *Collaborative Tourism Planning: A Case study of Cusco, Peru*, in *Current Issues in Tourism*, Vol 5, n. 2, 2002

McGrath G., *Myth, magic, meaning and memory-mentor tour guides as central to developing integrated heritage tourism at archaeological sites in Cusco, Peru*, Uni. Of Surrey, Surrey, 2000

Mitchell et Reid, *Community integration, Island Tourism in Peru*, in *Annals of Tourism Research*, Vol. 28, n. 1, pp. 113-139, 2001

Mowforth and Munt, *Tourism and sustainability*, Routledge, London, 2003

O'Hare et Barrett, *Regional inequalities in the Peruvian tourist industry*, in *The Geographical Journal*, Vol 165, n. 1, pp. 47-61, 1999

Raymond N., *Tourisme national et international dans les pays andins: quelles relations? L'exemple du Pérou*, in *Boletín del Instituto Francés de Estudios Andinos*, Vol 31, n. 1, 2002, pp. 23-38

Salazar F., *The sacred valley of the Incas: myths and symbols*, Pacaritanpu Hatha, Cusco, 1996

Skerritt et Twan, *The effect of International Tourism on Economic Development: an empirical analysis*, in *Asia Pacific Journal of Tourism Research*, Vol 10, n. 1, 2005

Sosa de la Cruz C., *Identidad cultural y consciencia turística, pilares del desarrollo*, San Marcos, Lima, 2004

Talavera Rospigliosi J., *30 años de turismo en el Perú*, CANATUR, Lima, 2003

Tossun C, *Roots of unsustainable tourism development at the local level*, in *Tourism Management*, vol.19, n.6, pp. 595-610, 1998

Tossun C., *Limits to community participation in the tourism development process in developing countries*, in *Tourism management*, Vol 21, n.1, pp. 613-633

Van den Berghe et Ochoa, *Tourism and nativistic ideology in Cuzco, Peru*, in *Annals of Tourism Research*, Vol 27, n.1, pp. 7-26, 2000

Yashar D.J., *Contesting Citizenship in Latin America: the rise of indigenous movements and the postliberal challenge*, Cambridge, New York, 2005

Sources des statistiques:

INEI, compendio estadístico 2006

www.inei.gob.pe

www.micetur.gob.pe

Normes légales:

www.elperuano.com.pe

Photos:

Instituto Geografico National, 1970

Google Earth, 2006